

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

Document n° 2

**EXPOSE GENERAL DU PROJET DE
LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE
2022**

Kinshasa, Septembre 2021

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	2
LISTE DES ACRONYMES	3
INTRODUCTION	4
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL DE 2021 ET PERSPECTIVES POUR 2022	5
1.1. Environnement économique international de 2021	5
1.1.1. Evolution de la croissance mondiale	5
1.1.2. Evolution de l'inflation	7
1.1.3. Evolution des cours moyens de métaux, du pétrole et des produits agricoles	7
1.2. Perspectives économiques mondiales en 2022	9
1.2.1. Croissance	9
1.2.2. Inflation	10
1.2.3. Cours des produits de base	10
II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2021 ET PERSPECTIVES 2022	11
2.1. Environnement économique national en 2021	11
2.2. Perspectives économiques nationales en 2022	13
2.2.1. Activité économique en 2022	13
2.2.2. Prix intérieurs	16
2.2.3. Evolution du taux de change	16
2.2.4. Niveau des réserves de change	17
III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2021	18
3.1. Réalisation des recettes	18
3.2. Exécution des dépenses	19
3.3. Perspectives à fin décembre 2021	20
3.3.1. Dépenses probables à fin décembre	22
3.3.2. Recettes probables à fin décembre	20
IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2022	24
4.1. Contexte d'élaboration	24
4.2. Cadre macroéconomique	25
<i>Source : Note de cadrage, CPC/M/Min. mai Plan</i>	25
4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2022	25
4.3.1. Configuration des recettes	25
4.3.1.1. Recettes du Budget général	25
4.3.1.2. Recettes des Budgets annexes	29
4.3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux	29
4.3.2. Configuration des dépenses	30
4.3.2.1. Dépenses du Budget général	30
4.3.2.2. Dépenses des Budgets annexes	34
4.3.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux	34
CONCLUSION	35

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableau 1	Evolution des cours moyens mensuels des produits miniers et énergétique en 2021(en dollars US)
Tableau 2	Evolution des cours moyens mensuels des produits agricoles
Tableau 3	Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel de 2020-2022
Tableau 4	Indicateurs macroéconomiques 2020 – 2024
Tableau 5	Recettes des Comptes d'affectations spéciales 2021 – 2022
Graphique 1	Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2019-2021 (en %)
Graphique 2	Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2021 et 2022 (en %)
Graphique 3	Réalisation des recettes à fin juin 2021
Graphique 4	Exécution des dépenses à fin juin 2021

LISTE DES ACRONYMES

ANR	: Agence Nationale de Renseignement
ARPTC	: Autorité de Régulation de la Poste et des Télécommunications
BCC	: Banque Centrale du Congo
BPO	: Budget Pour Ordre
CAMI	: Cadastre Minier
CDF	: Congolese Franc (Franc Congolais)
Covid-19	: Coronavirus Desease 2019
CPCM	: Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique
CTS/LB	: Cents per pound (Cents par livre sterling)
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGM	: Direction Générale des Migrations
DGRAD	: Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations
DGPPB	: Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FC	: Franc Congolais
FFN	: Fonds Forestier National
FMI	: Fonds Monétaire International
FNSCC	: Fonds National de Solidarité Contre la Covid-19
FONER	: Fonds National d'Entretien Routier
FOMIN	: Fonds Minier pour des Générations Futures
FPC	: Fonds de Promotion Culturelle
FPEN	: Fonds de Promotion de l'Éducation
FPI	: Fonds de Promotion de l'Industrie
FPT	: Fonds de Promotion du Tourisme
IBP	: Impôt sur les Bénéfices et Profits
IDA	: International Development Association
IPR	: Impôt Professionnel sur le Revenu
LOGIRAD	: Logiciel Informatique des Recettes Administratives et Domaniales
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs du Pétrole
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PIB	: Produit Intérieur Brut
RDC	: République Démocratique du Congo
RVA	: Régies des Voies Aériennes
SADEC	: Southern African Development Community
SICPA	: Société Industrielle et Commerciale des Produits Alimentaires
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
Tm	: Tonne métrique
USD	: United States Dollar (Dollar Américain)

INTRODUCTION

L'exposé général est l'un des documents qui accompagnent le projet de Loi de finances de l'année au Parlement, en application des dispositions de l'article 79 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques.

Ce document fait la synthèse du budget, fixe les objectifs de la politique économique et financière du Gouvernement en précisant les priorités, décrit l'environnement économique international et national dans lequel il a été préparé, les perspectives futures traduites sous la forme d'un cadre budgétaire à moyen terme et le niveau d'exécution du budget en cours.

Pour rappel, le projet de Loi de finances pour l'exercice 2022 est élaboré dans un contexte marqué par l'investiture du Gouvernement de l'Union sacrée de la Nation par l'Assemblée nationale le 26 avril 2021, la conclusion d'un programme formel avec le Fonds Monétaire International (FMI) et la résurgence de la pandémie de Covid-19 dans sa 3^{ème} vague.

Dans l'objectif de faire de la République Démocratique du Congo (RDC) un Etat fort, prospère et solidaire, l'orientation de la politique budgétaire y afférente s'articule autour de 15 piliers du Programme d'Actions du Gouvernement et priorise les investissements dans les secteurs sociaux et productifs, le rétablissement de la paix à l'Est du pays et l'organisation des élections générales en 2023. En recettes, l'orientation de la politique budgétaire vise le relèvement des ressources propres par, notamment, la lutte contre la fraude fiscale et douanière ainsi que la mise en œuvre des réformes fiscales.

Hormis l'introduction et la conclusion, le présent document est structuré de la manière suivante :

- environnement économique international en 2021 et perspectives pour 2022 ;
- évolution économique nationale récente et perspectives pour 2022 ;
- synthèse de l'exécution de la Loi de finances 2021 à fin juin ;
- économie du projet de Loi de finances pour l'exercice 2022.

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL DE 2021 ET PERSPECTIVES POUR 2022

Ce point décrit l'environnement économique international en 2021 et donne les perspectives pour 2022. Il est axé sur l'évolution de principaux indicateurs macroéconomiques, essentiellement le taux de croissance économique, le taux d'inflation ainsi que les cours de métaux, du pétrole et des produits agricoles d'exportation ou d'importation intéressant l'économie congolaise.

1.1. Environnement économique international de 2021

1.1.1. Evolution de la croissance mondiale

Après une contraction de l'activité en 2020 sur fond des mesures de restrictions prises contre la Covid-19, **la croissance économique mondiale** devrait se redresser en 2021 dans plusieurs régions. Ainsi, selon les perspectives économiques du FMI d'avril 2021, le taux de croissance se situerait à **6,0%** en 2021 contre **-3,3%** enregistré en 2020.

La reprise attendue s'expliquerait par l'assouplissement des mesures susmentionnées, la mise en place des dispositifs budgétaire et monétaire pour soutenir l'activité économique ainsi que l'extension progressive de la couverture vaccinale contre la pandémie.

Cependant, cette reprise devrait demeurer inégale en raison des risques qui l'entourent dont principalement le rythme de vaccination ainsi que les marges de manœuvres dont disposent les différents Gouvernements pour la mise en œuvre de leurs programmes de relance.

Dans les pays avancés, à mesure que les populations vulnérables seront vaccinées, les activités qui exigent des contacts fréquents devraient reprendre et entraîner une reprise sensible de la croissance grâce à la demande refoulée financée par l'épargne accumulée en 2020. La croissance du PIB de ce groupe de pays devrait passer de **-4,7%** en 2020 à **5,1%** en 2021.

Particulièrement aux **Etats-Unis**, la performance économique observée, soit une croissance de **6,4%** en 2021 contre **-3,5%** enregistrée une année plus tôt, est la résultante des mesures complémentaires de soutien budgétaire adoptées dans la législation de ce pays à la fin de l'exercice 2020. En outre, le plan de sauvetage de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars devrait stimuler davantage le PIB en 2021 et 2022.

Pour les pays émergents et en développement, la croissance du PIB est passée d'environ **-2,2%** en 2020 à **6,7%** en 2021, en raison de la bonne tenue de l'activité économique dans les principales économies de la région dont la Chine et l'Inde. Cependant, il y a lieu d'observer que le profil de la reprise varie en fonction des différences régionales et dépend de la gravité de la pandémie, de la structure économique, de l'exposition à des chocs précis et de l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics contre les répercussions de la crise.

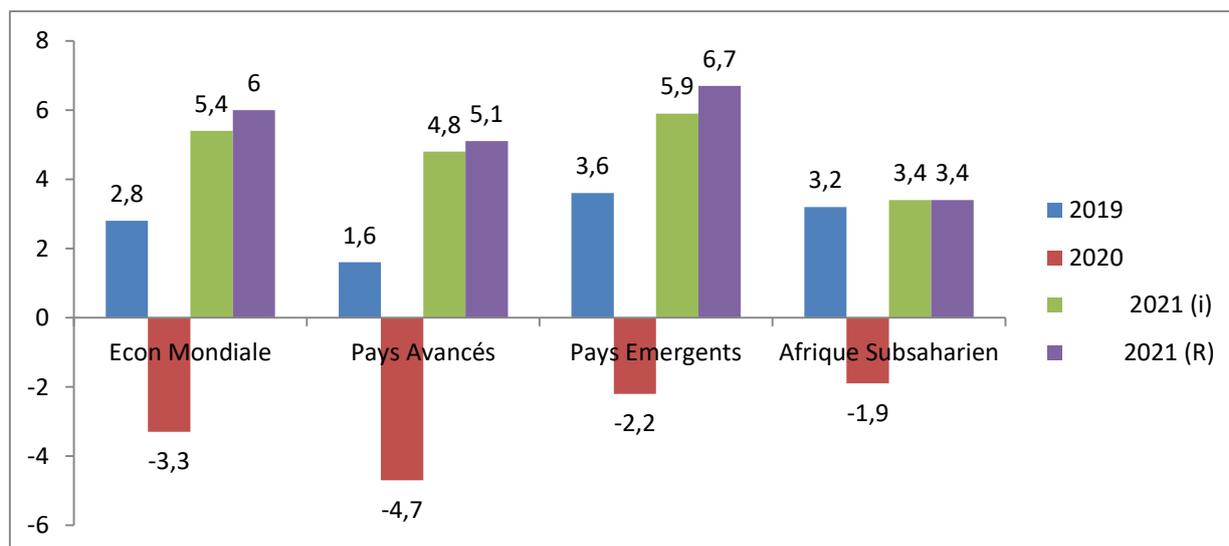
Avec une croissance projetée à **8,4%** en 2021 contre **2,3%** en 2020, la **Chine** devrait connaître une reprise robuste grâce à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport des liquidités par la Banque centrale. Cette évolution favorable de l'économie chinoise contribuerait à l'amélioration des échanges commerciaux avec la RDC.

Quant à l'Afrique subsaharienne, l'année 2020 a donné un mauvais résultat jamais observé, avec une contraction de l'activité de **-1,9%**, qui a entraîné de fortes hausses des inégalités selon les pays et les secteurs. Du fait de la réduction du nombre des cas, l'exercice 2021 devrait enregistrer un redressement modéré, avec un taux de croissance de **3,4%**, dans un contexte marqué par un manque d'accès persistant aux vaccins et une marge de manœuvre restreinte pour étayer la riposte à la crise.

À l'issue du sommet de l'Union Africaine tenue à Abidjan, le 15 Juillet courant, les pays d'Afrique ont été invités à accélérer la reprise économique afin de surmonter les chocs de la pandémie, augmenter les investissements dans le capital humain, booster la création d'emplois ainsi que le rythme de vaccination contre la maladie.

Conscient de leur marge de manœuvre budgétaire réduite, notamment pour garantir une reprise économique rapide et solide, les Chefs d'Etat ont appelé aux renforcements de la coopération internationale, à travers notamment les financements de programmes de relance ainsi que la fourniture davantage des vaccins et les droits de propriété intellectuelle pour la production locale des vaccins. Aussi, l'Union Africaine a-t-elle appelé à des efforts centrés sur l'intégration de marché continental ainsi que le commerce dans le cadre du marché commun de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAF).

Graphique 1 : Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2019-2021 (en %)



Source : Perspectives économiques du FMI de juin 2020 et avril 2021.

1.1.2. Evolution de l'inflation

Dans les économies avancées, l'inflation devrait se situer à **1,6%** en 2021 contre **0,7%** en 2020. Pour les pays émergents et en développement, elle se situerait à **4,9%** en 2021 contre **5,1%** en 2020.

1.1.3. Evolution des cours moyens de métaux, du pétrole et des produits agricoles

Il ressort des éléments repris au tableau 1 ci-après que les cours moyens du cuivre, du cobalt, de l'or et du pétrole enregistrent une tendance haussière au premier semestre 2021 par rapport à leurs niveaux du premier semestre 2020.

Tableau 1 : Evolution des cours moyens des produits miniers et énergétiques en 2021 (en dollar US)

Années / Produit	Moyenne 1er Semestre 2020	2021						Moyenne 1 ^{er} Semestre 2021
		Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	
Cuivre (tonne)	5 656,43	7.927,55	8.395,43	9.039,83	9.238,80	10.219,84	9.645,23	8.961,11
Cobalt (tonne)	29 781,14	37.086,09	44.039,74	53.222,00	53.301,22	46.283,11	44.922,74	46.475,82
Or (once)	1 628,71	1.869,18	1.812,75	1.722,81	1.756,62	1.866,37	1.837,28	1.810,84
Pétrole (baril /brent)	42,34	55,47	62,32	65,66	65,32	68,17	73,44	65,06

Source : Sur base des données de la BCC, juillet 2021

Il ressort de ce tableau les évolutions suivantes par produit :

- **le cours moyen du cuivre** est passé de **5.656,43 USD/tm** au premier semestre 2020 à **8.961,11 USD/tm** sur la période correspondante en 2021, soit une hausse de près de **60%** ;
- **le cours moyen du cobalt** a enregistré une hausse de **56,06%**, passant de **29.781,14 USD** la tonne, au premier semestre 2020 à **46.475,82 USD** la tonne sur la période correspondante en 2021 ;
- **le cours moyen de l'or** a légèrement augmenté de **11,18%**, se situant à **1.810,84 USD** l'once au premier semestre 2021 contre **1.628,71 USD** l'once en moyenne mensuelle sur la période correspondante en 2020 ;
- s'agissant du **pétrole brut**, le prix moyen du baril du Brent ayant servi pour l'élaboration des prévisions des recettes des pétroliers producteurs de la Loi de finances initiale était de **65,00 USD**, alors que celui observé au cours du premier semestre 2021 se situe à **65,06 USD** le baril. En rythme journalier, la quantité de production est passée de **23.700** à **22.454 barils**.

Concernant les produits agricoles, il est observé au cours du 1^{er} semestre de l'année 2021 comparativement à la période correspondante de l'année 2020, une hausse moyenne des prix du **riz** et du **maïs**, passant respectivement de **10,76 Cts/lb** et **140,07 USD/tonne** à **13,08 Cts/lb** et **219,41 USD/tonne** en moyenne mensuelle.

Quant au cours moyen **du blé**, il a enregistré une baisse de **49,83%** au premier semestre 2021, se situant à **243,37 USD/tonne** contre **485,12 USD/tonne** à la période correspondante en 2020.

Tableau 2 : Evolution des cours moyens mensuels des produits agricoles

Produits	Moyenne 1 ^{er} sem 2020	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Moyenne 1 ^{er} Sem. 2021
Riz Chicago Cts/lb	10,76	12,95	12,92	13,05	13,14	13,42	12,99	13,08
Blé Chicago USD/tonne	485,12	241,73	239,05	234,24	244,69	255,04	245,44	243,37
Maïs Chicago USD/tonne	140,7	189,87	201,87	202,83	225,56	248,80	247,54	219,41

Source : Sur base des données de la BCC, juillet 2021

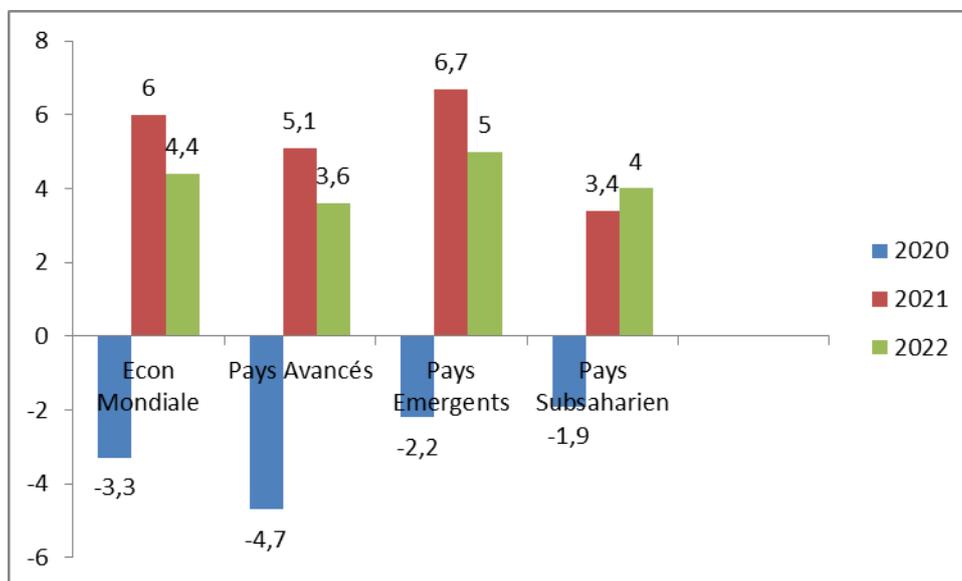
1.2. Perspectives économiques mondiales en 2022

1.2.1. Croissance

Selon les estimations du FMI d'avril 2021, la croissance économique mondiale se situerait à **4,4%** en 2022, justifiée notamment par la poursuite de l'assouplissement des mesures de riposte contre la pandémie de Covid-19, la mise en œuvre des dispositifs budgétaires et monétaires ainsi que l'extension progressive de la couverture vaccinale contre la pandémie.

Le graphique 2 ci-après, illustre la configuration économique mondiale en 2021 et 2022.

Graphique 2 : Taux de croissance économique mondiale et régionale en 2020-2022 (en %)



Source : Perspectives économiques du FMI d'avril 2021

Dans les pays avancés, le taux de croissance devrait se situer à **3,6 %**, attesté par la bonne tenue de l'activité économique dans la plupart des pays de la sous-région, dont les États-Unis (**3,5%**), la zone euro (**3,8%**), le Royaume-Uni (**5,1%**) et le Canada (**4,7%**).

Les pays émergents et en développement devraient enregistrer un taux de croissance du PIB de **5,0 %**, dans un contexte d'ouverture des frontières à travers le monde et les mesures de relance mises en œuvre pour contenir les effets de la crise sanitaire.

En Afrique subsaharienne, la croissance connaîtrait une hausse de **4,0%** en 2022 contre **3,4%** en 2021. L'accroissement de **0,6%** serait lié essentiellement à la hausse de la demande extérieure, essentiellement en provenance de la Chine et des États-Unis, la hausse des prix des produits de base et l'endiguement de la pandémie.

Nonobstant le contexte économique favorable projeté en 2022, l'économie mondiale pourrait faire face à plusieurs risques de dégradation dont notamment, une résurgence de la pandémie, un resserrement des conditions financières, une aggravation des troubles sociaux, les catastrophes naturelles plus fréquentes, les risques géopolitiques, commerciaux et technologiques. En vue d'y remédier, il s'avère nécessaire que les mesures et actions suivantes préconisées par le FMI soient mises en œuvre :

- ✓ privilégier la coopération internationale en vue d'aider les pays émergents et les pays en développement à faible revenu à réduire l'écart entre leur niveau de vie et celui des pays à revenu élevé ;
- ✓ donner priorité aux dépenses de santé afin de venir à bout de la pandémie ;
- ✓ bien cibler les mesures de soutien budgétaires supplémentaires et les adapter aux différentes phases de la pandémie ;
- ✓ établir des mesures macro prudentielles efficaces pour maîtriser les risques qui pèsent sur la stabilité financière ;
- ✓ faciliter un accès continu aux liquidités pour empêcher les pressions liées au financement extérieur de se propager d'un pays à l'autre et accroître la marge de manœuvre des autorités monétaires.

1.2.2. Inflation

Dans les économies avancées, l'inflation devrait se situer à **1,7%** en **2022** contre **1,6%** en 2021. Pour les pays émergents et en développement, elle se situerait à **4,4%** en 2022 contre **4,9%** en 2021.

1.2.3. Cours des produits de base

Les estimations du FMI d'avril 2021 renseignent que le cours moyen du baril de pétrole passerait de **41,29 dollars** en 2020 à **54,83 dollars** pour 2022. Cet accroissement du cours du pétrole serait justifié notamment par la baisse de l'offre des pays membres de l'OPEP et autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP, dont la Russie.

Les cours moyens des produits de base hors combustibles (cuivre, cobalt ...) devraient connaître une légère amélioration en 2022. Ils passeraient respectivement de USD 6048,7 la tonne et USD 33 350 la tonne en 2021 à USD 10 184 la tonne et USD 52 466,5 la tonne en 2022.

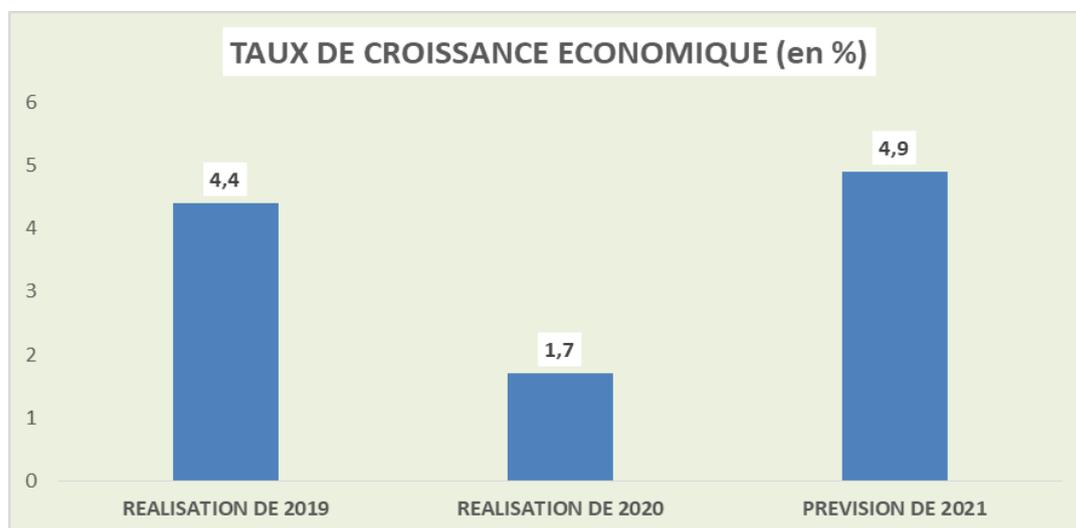
II. SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE EN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

Ce point décrit l'environnement économique national en 2021 et les perspectives économiques nationales pour 2022.

2.1. Environnement économique national en 2021

L'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques au cours de l'exercice 2021 reste favorable, dans un contexte de bon comportement des cours des produits miniers et énergétiques au niveau mondial. Cette bonne tenue de l'activité économique est marquée par la consolidation de la croissance économique, la stabilité des prix intérieurs et du taux de change, l'amélioration des réserves internationales et l'accroissement modérée de la masse monétaire.

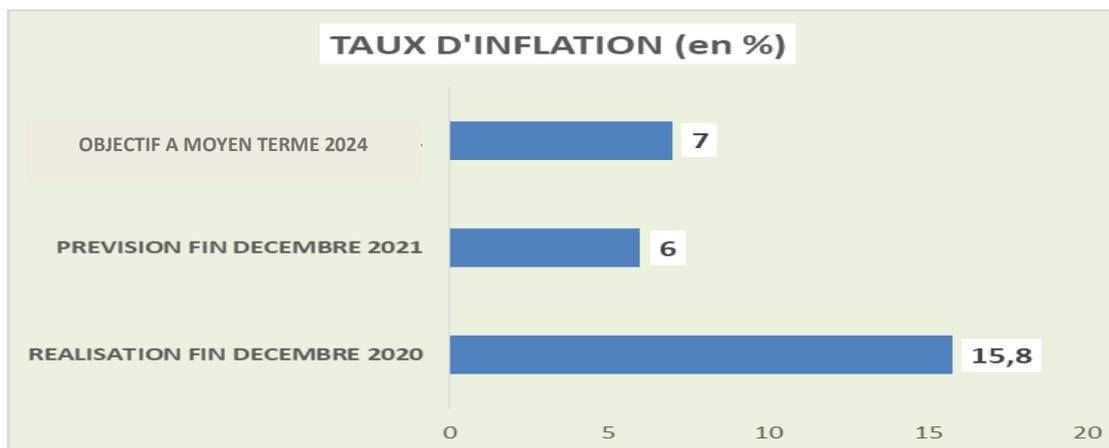
Selon le comité permanent du cadrage macroéconomique (CPCM), la croissance du PIB réel, se situerait à **4,9%** en 2021 contre une faible progression de **1,7%** une année plus tôt et une prévision initiale qui tablait sur **3,2%** attendue à fin décembre 2021. Cette croissance, dans l'optique de l'approche par la production, serait portée essentiellement par les secteurs primaire et tertiaire.



Source : DGPPB, sur base des données du CESCEN et CPCM

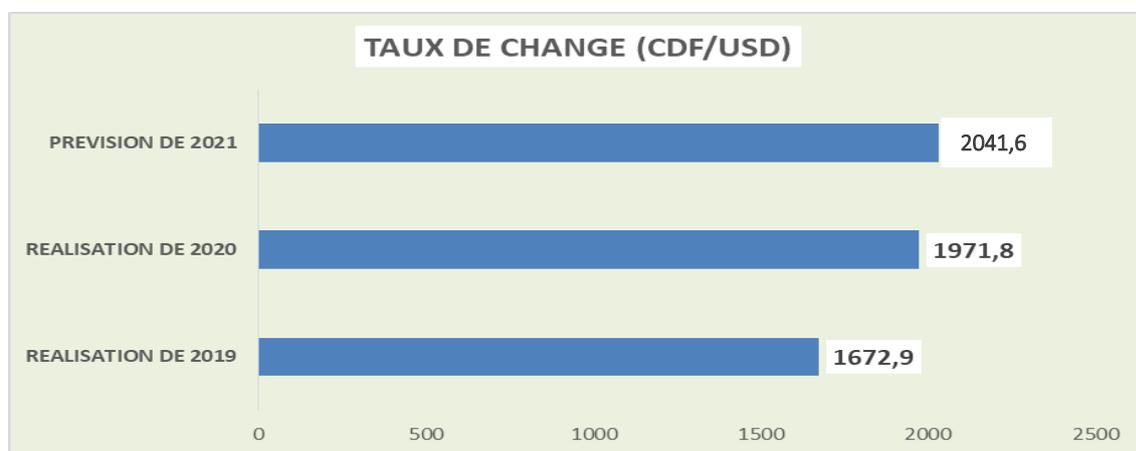
En effet, le secteur primaire devrait tirer la croissance sous l'impulsion des mines dont la valeur ajoutée s'améliorerait de **11,0%** alors que le secteur tertiaire afficherait une croissance qui proviendrait essentiellement des activités de télécommunication qui progresseraient de **9,3%**. Par contre, le secteur secondaire connaîtrait un faible accroissement du fait de l'évolution de la branche « bâtiment et travaux publics » avec une croissance de **4,5%**.

En ce qui concerne l'inflation, il devrait s'observer une décélération du rythme de formation des prix en 2021, dans un contexte de maintien du pacte de stabilité conclu entre le Gouvernement et la Banque Centrale. En effet, le taux d'inflation, en glissement annuel, devrait se situer à **6,0%** à fin décembre 2021 venant de **15,8%** observé à fin décembre 2020. A politique inchangée, le taux d'inflation devrait s'établir en deçà de l'objectif à moyen terme de **7,0%**.



Source : DGPPB, sur base des données de l'INS, BCC et CPCM

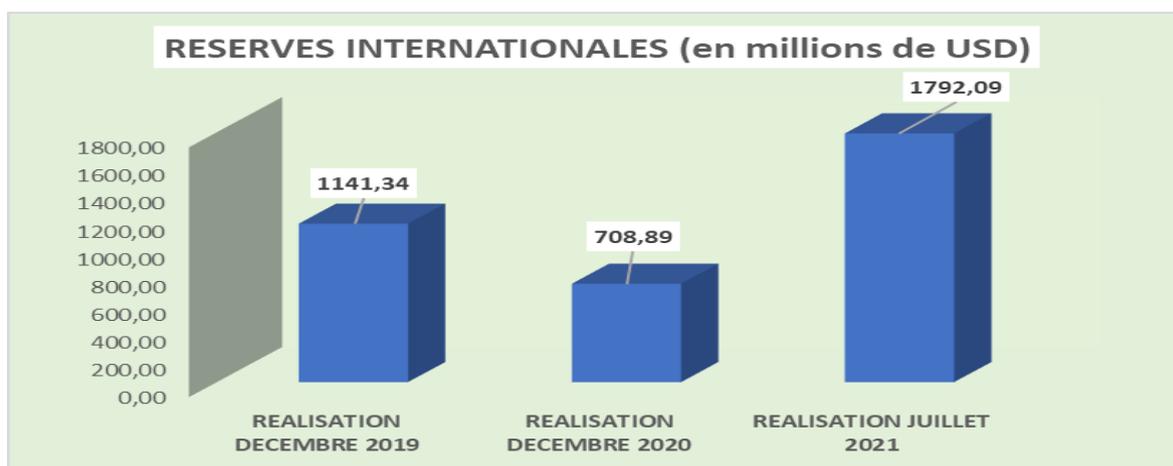
Au niveau du marché des changes, il est attendu une faible dépréciation de la monnaie nationale au cours de l'exercice 2021. En effet, à l'interbancaire, le cours de change à fin décembre 2021 devrait se fixer à **2.041,6 CDF** le dollar américain contre **1.971,81 CDF** à fin décembre 2020, soit une dépréciation de **3,4%**. Cette situation s'expliquerait notamment par une meilleure régulation de la liquidité bancaire et l'amélioration de l'offre des devises par l'autorité monétaire ainsi que le respect des engagements du pacte de stabilité entre le Gouvernement et la Banque Centrale.



Source : DGPPB, sur base des données de la BCC et du CPCM

Quant aux réserves de change, une forte accumulation est attendue au courant de l'année. En effet, à fin juillet 2021, les réserves internationales se sont situées à **USD 1.792,09 millions** alors qu'au 31 décembre 2020, ce niveau s'est chiffré à **USD 708,89 millions**, soit une augmentation significative de **152,8%**. Cette situation est expliquée notamment par le rachat des recettes des redevances minières auprès du trésor et par les achats des devises sur le marché des changes.

En termes de couverture de factures d'importations des biens et services sur ressources propres, le niveau de réserves à fin juillet 2021 correspond à **7,36 semaines d'importations** contre **2,81 semaines d'importations** réalisées à fin décembre 2020. A fin décembre 2021, le niveau des réserves de change pourrait remonter à **USD 2.008,09 millions** à la suite de la conclusion satisfaisante de la première revue du programme formel avec le FMI.



Source : DGPPB, sur base des données de la BCC.

Cette accumulation des réserves serait confortée par l'amélioration des échanges commerciaux de la RDC avec le reste du monde, suite à une conjoncture économique internationale globalement favorable, marquée par la bonne tenue des cours des principaux produits miniers d'exportation congolaise.

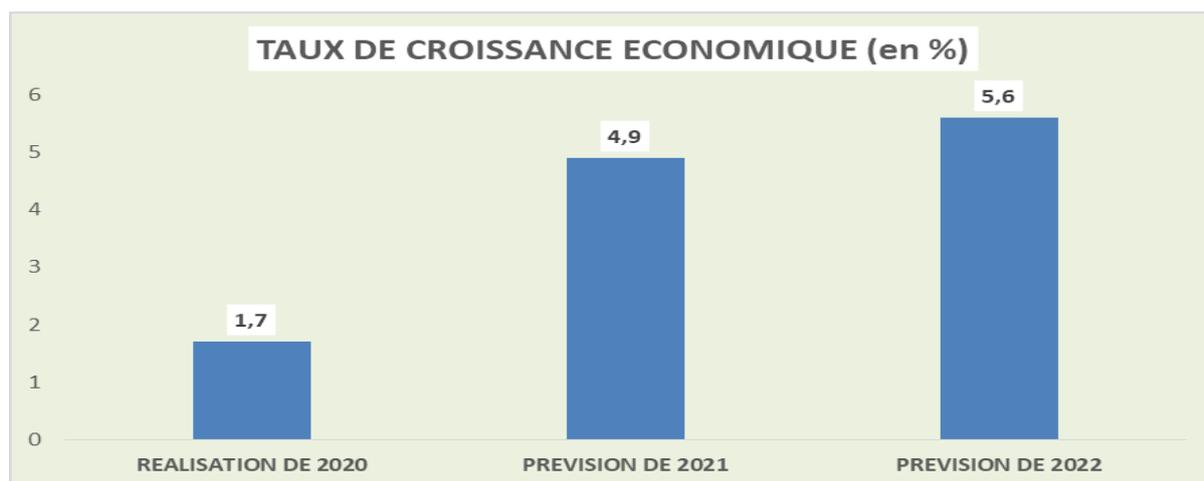
2.2. Perspectives économiques nationales en 2022

Ce point présente la trajectoire de principaux indicateurs macroéconomiques en 2022. Il décline l'évolution de l'activité économique, du taux de change et de l'inflation.

2.2.1. Activité économique en 2022

Le développement de l'activité économique en RDC, selon les projections du Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique (CPCM),

devrait connaître un rebond du fait principalement de la performance du secteur minier, avec plusieurs grands projets à un stade avancé comme celui de Kamoia, et sur le développement de plusieurs secteurs prometteurs, tels que l'agriculture et l'agro-industrie, l'énergie, les transports et les télécommunications. En effet, la croissance, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires indispensable pour stimuler l'investissement privé et de la remontée des cours des matières premières, s'établirait à **4,9 %** en 2021 et pourrait se situer à **5,6 %** en 2022.



Source : DGPPB, sur base des données tirées du CPCM

Au niveau du secteur primaire, Il est attendu la relance de la production agricole qui devrait permettre de faire passer sa contribution à la croissance de 0,31 point en 2021 à 0,53 point en 2022. Dans le cadre de la relance de cette branche, certains projets devraient être financés avec l'appui de certains partenaires.

Pour ce qui est de l'industrie extractive, la mise en œuvre du plan stratégique du développement du secteur minier, dans un contexte de remonté des cours des matières premières, devrait permettre de relever la contribution à la croissance de 3,31 point en 2021 et de la maintenir autour de 2,50 point en 2022.

Tableau 3 : Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel de 2020-2022

secteurs de productions	2020	2021	2022
Secteur primaire	3,09	3,62	3,03
Agriculture, Chasse, Sylviculture et Pêche	0,39	0,31	0,53
Industrie extractive	2,70	3,31	2,50
Secteur secondaire	-0,82	0,51	0,79
Industries manufacturières	-0,83	0,28	0,47
Électricité, gaz et eau	0,01	0,02	0,03
Bâtiments et Travaux publics	-0,01	0,20	0,29

Secteur tertiaire	0,08	0,80	1,80
Transports et communications	1,16	0,31	0,74
Commerce de gros et de détail	-0,48	0,14	0,54
Autres services	-0,60	0,35	0,52
PIB au prix de base	2,35	4,93	5,63
Taxes sur les produits	-0,61	-0,07	-0,03
PIB à prix constants	1,7%	4,9%	5,6%

(En points de croissance, sauf indication contraire)

Source : DGPPB, sur base des données tirées du CPCM

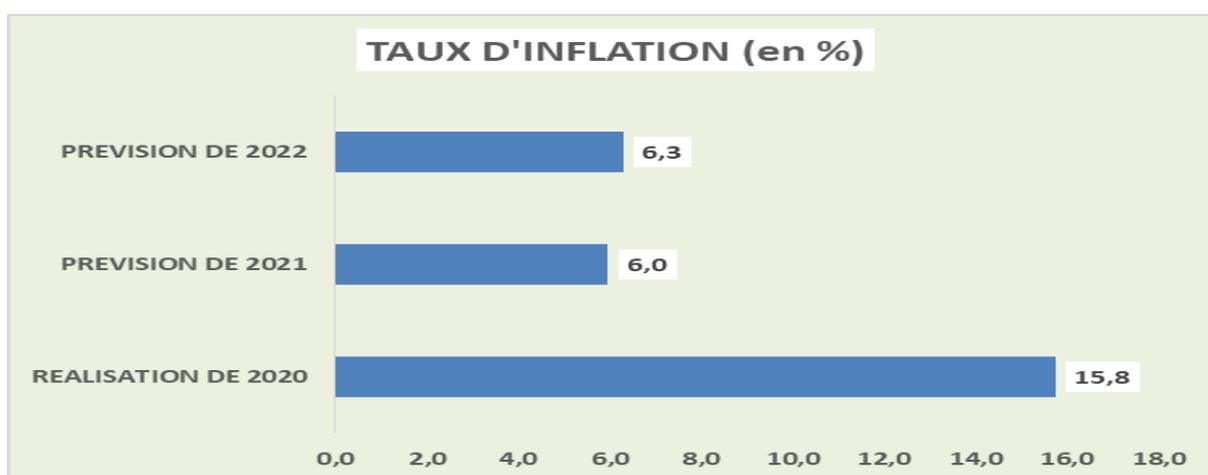
S'agissant du secteur secondaire, les perspectives présagent principalement l'amélioration de l'industrie manufacturières et des bâtiments et travaux publics. La part de l'industrie manufacturière se situerait à 0,28 point en 2021 et 0,47 point en 2022. La branche « bâtiments et travaux publics » contribuerait autour de 0,29 point de croissance en 2022 contre 0,20 point en 2021.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, la croissance serait principalement portée par les branches « commerce de gros et de détail » et « transports et communications ». En termes de contribution à la croissance pour le commerce, elle pourrait atteindre 0,54 point en 2022 venant de 0,14 point une année avant. Pour ce qui est des transports et communications, sa contribution se situerait autour de 0,31 point en 2021 et 0,74 point en 2022. En effet, le développement du trafic inter province et la modernisation des routes transfrontalières favoriseraient l'expansion du commerce de gros et de détails, dans un contexte d'amélioration du climat des affaires.

2.2.2. Prix intérieurs

Selon les prévisions du comité permanent du cadrage macroéconomique, il est postulé entre 2021 et 2022 une légère accélération du rythme des formations des prix sur le marché des biens et services qui serait caractérisé par des faibles poussées inflationnistes. En effet, venant de **6,0%** en 2021, le taux d'inflation à fin décembre 2022 s'établirait à **6,3%** face à un objectif de moyen terme de **7,0%**.

Cette évolution maîtrisée des prix, dans un contexte de l'amélioration des conditions intérieures et de la poursuite de la bonne coordination des politiques macroéconomiques, contribuerait à créer les conditions favorables pour le maintien de la stabilité du cadre macroéconomique à moyen terme.

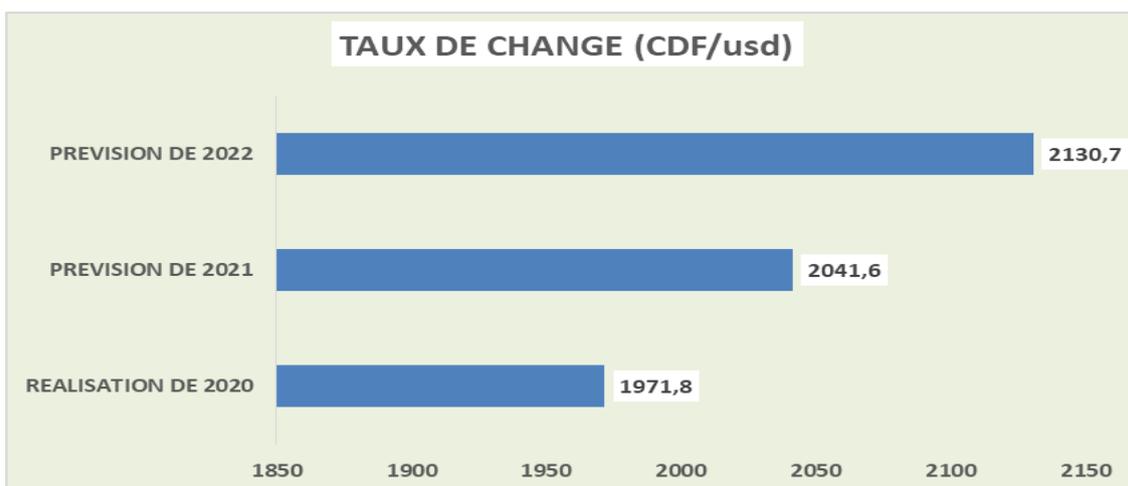


Source : DGPPB, sur base des données de l'INS et du CPCM

Ainsi, l'autorité monétaire devrait utiliser de manière optimale et sans restriction, tous les instruments de la politique monétaire pour réguler efficacement la liquidité et veiller au cours de la période prévisionnelle au strict respect de la programmation monétaire.

2.2.3. Evolution du taux de change

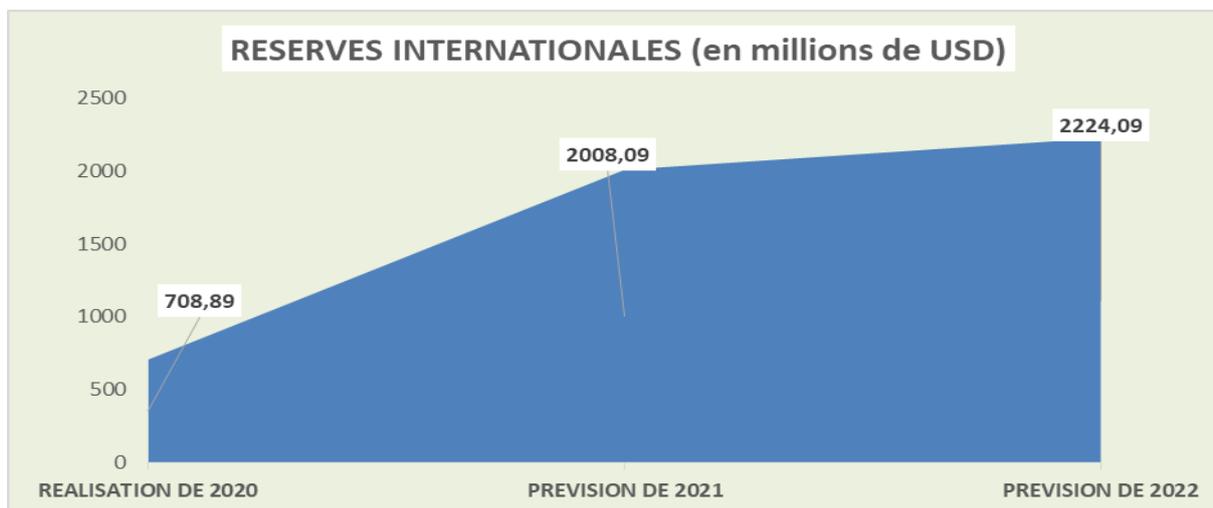
La conduite de la politique monétaire et de change devrait permettre d'ancrer les anticipations des agents économiques à l'effet de contenir les pressions sur le marché de change en 2022, dans un contexte d'ajustement budgétaire. Dans ces conditions, la Banque Centrale entend favoriser la relance de l'activité économique en maintenant stable le Franc congolais. Pour ce faire, elle devrait poursuivre le lissage des fluctuations du taux de change pour modérer le rythme de la dépréciation de la monnaie nationale autour d'une moyenne annuelle de **3,7%**. Ainsi, le cours de change fin période s'établirait à **2041,6 CDF** en 2021 et **2130,07 CDF** le dollar américain en 2022.



Source : DGPPB, sur base des données de la BCC et du CPCM

2.2.4. Niveau des réserves de change

A fin décembre 2022, les réserves de change s'établirait à **2.224,09 millions de USD**, soit une accumulation de près de **216,0 millions de USD** par rapport à fin décembre 2021, correspondant à une couverture de 7 semaines des dépenses d'importations, niveau quasiment identique à celui de fin 2021. Cette évolution devrait résulter du soutien du FMI dans le cadre de l'accord au titre de la FEC qui devrait permettre l'amélioration des conditions macroéconomiques et la reconstitution graduelle des réserves de change de la BCC du bon, dans un contexte d'une évolution favorable des cours des principaux produits miniers de la RDC.



Source : DGPPB, sur base des données de la BCC et du CPCM

III. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES A FIN JUIN 2021

Au cours du premier semestre de l'exercice 2021, les recettes ont été mobilisées à hauteur de **6.919,3 milliards de FC**, contre les dépenses exécutées de l'ordre de **6.117,7 milliards de FC**, soit un solde positif de **801,6 milliards de FC**.

3.1. Réalisation des recettes

Au premier semestre 2021, les recettes totales mobilisées s'élèvent à **6.919,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.310,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **94,7%**.

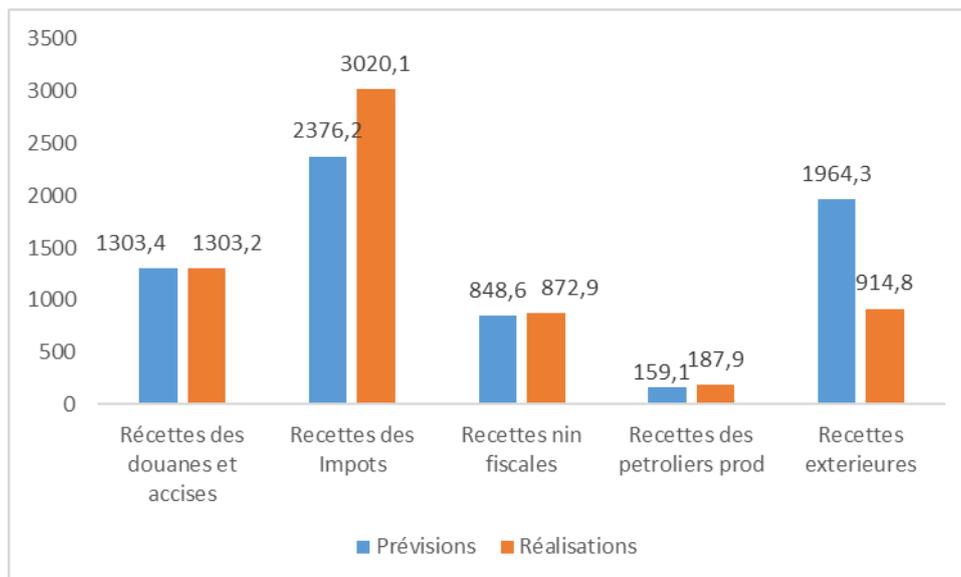
Elles se rapportent au :

- ❖ Budget général, d'un montant de **6.299,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **6.777,6 milliards de FC** soit un taux de réalisation de **92,9%** ;
- ❖ Budgets annexes, d'un montant de **198,8 milliards de FC** contre une prévision de **181,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **109,6%** ;
- ❖ Comptes spéciaux, d'un montant de **421,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **120,0%**.

Le niveau de réalisation des recettes du Budget général par nature se présente comme suit :

- Recettes des douanes et accises : **1.303,2 milliards de FC** contre les prévisions linéaires de **1.303,4 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **100,0%** ;
- Recettes des impôts : **3.020,1 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.376,2 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **127,1%** ;
- Recettes non fiscales : **872,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **848,6 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **102,9%** ;
- Recettes des pétroliers producteurs : **187,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **159,1 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **118,1%** ;
- Recettes extérieures : **914,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **1.964,3 milliards de FC**, soit un taux de réalisation de **46,6%**.

Graphique n°3 Réalisation des Recettes à fin juin 2021



Sources: DGPPB, sur base des données du PTR /Min. Finances, Juillet 2021

3.2. Exécution des dépenses

A fin juin 2021, les dépenses exécutées se chiffrent à **6.117,7 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **7.310,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **83,7%**. Elles se composent de :

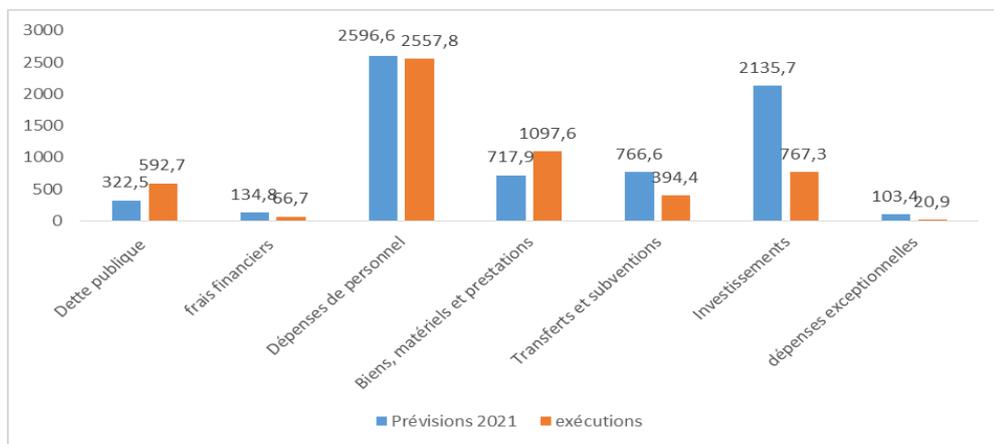
- ❖ Budget général, d'un montant de **5.497,5 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **6.777,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **81,1%** ;
- ❖ Budgets annexes, d'un import de **198,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **181,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **109,6%** ;
- ❖ Comptes spéciaux, d'un montant de **421,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **351,3 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **120,0%**.

S'agissant du Budget général, son niveau d'exécution par rubrique budgétaire se présente comme suit :

- Dette publique et frais financiers : **659,4 milliards de FC** par rapport à la prévision linéaire de **457,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **144,2%** ;
- Dépenses de personnel, d'un import de **2.557,8 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.596,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **98,5%** ;
- Biens, matériels et prestations, d'un import de **1.097,6 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **717,9 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **152,9%** ;

- Transferts et subventions, d'un montant de **394,4 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **766,6 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **51,4%** ;
- Investissements, d'un import de **767,3 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **2.135,7 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **35,9%** ;
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles), d'un montant de **20,9 milliards de FC** contre une prévision linéaire de **103,4 milliards de FC**, soit un taux d'exécution de **20,3%**.

Graphique n°4 Exécution des dépenses à fin juin 2021



Source : DGPPB, sur base des données des ESB/Min. Budget, juillet 2021

3.3. Perspectives à fin décembre 2021

À fin décembre 2021, les recettes et les dépenses attendues se chiffrent à **16.621,6 milliards de FC**.

3.3.1. Recettes probables à fin décembre

À fin décembre 2021, le niveau global des recettes à collecter pourrait atteindre **16.621,6 milliards de FC**. Elles sont réparties comme suit :

- ❖ Budget général : **15.331,4 milliards de FC** ;
- ❖ Budgets annexes : **397,6 milliards de FC**;
- ❖ Comptes spéciaux : **892,6 milliards de FC**.

Les recettes du budget général sont constituées des recettes internes de **10.886,8 milliards de FC** et des recettes extérieures de **4.444,6 milliards de FC**.

Les recettes internes comprennent les recettes courantes qui pourraient se situer à fin décembre 2021 à **10.736,8 milliards de FC** et les

recettes exceptionnelles de l'ordre de **150,0 milliards de FC**.

Les recettes courantes sont réparties comme suit :

- Recettes de douanes et accises : **2.997,7 milliards de FC** par rapport à l'assignation de la Loi 2021 de **2.606,7 milliards de FC**, soit un taux réalisation probable de **115,0%** ;
- Recettes d'impôts : **5.670,4 milliards de FC** par rapport à l'assignation de la Loi 2021 de **4.752,4 milliards de FC**, soit un taux réalisation probable de **119,3%** ;
- Recettes non fiscales : **1.803,8 milliards de FC**, soit un taux réalisation probable de **106,3%**, par rapport à l'assignation de la Loi 2021 de **1.697,2 milliards de FC** ;
- Recettes des Pétroliers producteurs : **264,8 milliards de FC**, soit un taux réalisation probable de **83,2%**, par rapport à leur niveau 2021 de **318,2 milliards de FC**.

L'atteinte de ces assignations est en grande partie tributaire de la mise en œuvre des mesures fiscales et administratives arrêtées dans le projet de Loi de finances rectificative. Il s'agit notamment :

- **Pour la DGDA :**
 - la mise en œuvre effective de la convention SICPA portant sur le monitoring et la traçabilité des produits soumis aux droits d'accises ;
 - la poursuite de l'informatisation des bureaux de douane ;
 - la lutte contre la contrebande et l'immixtion des services qualifiés dans les opérations de dédouanement ;
 - le rehaussement du nombre de contrôle de destination finale des marchandises exonérées ;
 - l'amélioration de la rentabilité du contrôle douanier (valeur en douane, nombre de P.V en matière d'infraction, nombre de visite de marchandises importées...).
- **Pour la DGI :**
 - l'accompagnement du Gouvernement pour la retenue et le versement de l'IPR des engagés locaux des missions diplomatiques ;
 - l'implication du gouvernement pour le reversement de l'IPR et de la TVA par les entreprises du Portefeuille de l'Etat ;
 - l'implication du Gouvernement pour la collecte et le reversement de la TVA sur les marchés publics financés par les Gouvernements Central et Provinciaux ;

- l'accompagnement du Gouvernement pour le reversement de l'IPR des employés des agences d'exécution.
- **Pour la DGRAD :**
 - la poursuite des signatures des arrêtés interministériels fixant les taux des droits, taxes et redevances du pouvoir central, conformes à l'Ordonnance-Loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;
 - l'organisation des missions de contrôle mixtes DGRAD-services d'assiette sur les droits, taxes et redevances du Pouvoir Central.

Quant aux recettes extérieures, elles pourraient se situer à **4.444,6 milliards de FC** se rapportant aux recettes d'appuis budgétaires de **1.921,4 milliards de FC** et celles de financement des investissements de **2.523,1 milliards de FC**.

3.3.2. Dépenses probables à fin décembre

À fin décembre 2021, le niveau global des dépenses à exécuter pourrait atteindre **16.621,6 milliards de FC** contre une prévision initiale de **14.620,5 milliards de FC**.

Par rapport aux prévisions budgétaires, l'exécution probable à fin décembre 2021 par grande rubrique se présente comme suit :

- Dette publique et frais financiers : **1.040,9 milliards de FC**, représentant **6,8%** des dépenses du budget général ;
- Rémunérations : **5.284,6 milliards de FC**, représentant **34,5%** des dépenses du budget général et **49,2%** des recettes courantes ;
- Biens, matériels et prestations (fonctionnement) : **1.872,0 milliards de FC**, représentant **12,2%** des dépenses du budget général ;
- Transferts et subventions : **1.548,5 milliards de FC**, représentant **10,1%** des dépenses du budget général ;
- Dépenses d'investissements : **5.275,4 milliards de FC**, représentant **34,4%** des dépenses du budget général et comprenant :
 - les investissements sur ressources propres : **2.752,2 milliards de FC**, représentant **18,0%** des dépenses du budget général et **52,2%** des dépenses d'investissements, et reprenant :
 - ✓ projets du Gouvernement central : **1.019,6 milliards de FC**, soit **6,7%** des dépenses du budget général ;
 - ✓ contrepartie des projets : **110,0 milliards de FC**, représentant **0,7%** du budget général ;

- ✓ projets des provinces : **1.176,8 milliards de FC**, soit **7,7%** des dépenses du budget général ;
- ✓ fonds de péréquation : **445,8 milliards de FC**, soit **2,9%** des dépenses du budget général.
- l'investissement sur ressources extérieures : **2.523,1 milliards de FC**, représentant **16,5%** des dépenses du budget général et **47,8%** des dépenses d'investissement.
- Crédits provisionnels : **310,0 milliards de FC**, représentant **2,0%** des dépenses du budget général, comprenant uniquement les provisions sur ressources propres :
 - ✓ la provision pour les élections : **150,0 milliards de FC** ;
 - ✓ la réserve budgétaire : **85,0 milliards de FC** ;
 - ✓ la couverture d'éventuels sinistres et calamités : **75,0 milliards de FC**.

IV. PRESENTATION DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

4.1. Contexte d'élaboration

Le projet de Loi de finances pour l'exercice 2022 s'élabore dans un contexte caractérisé par :

- **Sur le plan politique et sécuritaire,**
 - la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation investi par l'Assemblée nationale le 26 avril 2021, assis sur 15 piliers, 62 axes et 342 actions en vue de faire de la RDC un pays fort, prospère et solidaire ;
 - le processus de la mise en place des membres du bureau de la Commission Electorale Nationale Indépendante.
- **sur le plan sécuritaire**
 - la poursuite de l'Etat de siège décrété au Nord-Kivu et en Ituri, visant à éradiquer complètement tous les groupes armés qui sévissent dans cette partie du territoire national ;
- **sur le plan sanitaire et humanitaire :**
 - la riposte à la pandémie de la Covid-19 dans sa troisième vague ;
 - les interventions humanitaires liées notamment à l'éruption volcanique survenue à Goma le 22 mai 2021.
- **Sur le plan économique, financier et social,**
 - la participation de la RDC à la Zone de Libre-Echange continentale Africaine (ZLECAF) ;
 - la mise en œuvre du programme triennal conclu avec le Fonds Monétaire International ;
 - la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route devant permettre le basculement au budget-programme à l'horizon 2024 ;
 - la baisse des prix des coûts des billets d'avions et des produits surgelés.
- **Sur le plan des réformes,**
 - la poursuite de la mise en œuvre de la réforme des finances publiques visant notamment le basculement progressif de la budgétisation en mode programme ;
 - la poursuite de la mise en œuvre de la réforme de l'Administration publique visant sa modernisation et le rajeunissement de son personnel.

4.2. Cadre macroéconomique

Le projet de Loi de finances pour l'exercice 2022 se fonde sur les indicateurs et agrégats macroéconomiques repris dans le tableau ci-après :

Tableau 4 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2020-2024

PRINCIPAUX INDICATEURS	2020	2021		2022	2023	2024
	Réalisé	Initial	Actualisé			
Taux de croissance	1,7%	3,2%	4,9%	5,6%	6,6%	6,8%
Déflateur PIB	7,0	8,7	6,9	7,4	7,9	8,5
Taux d'inflation moyen	10,2%	15,1%	10,9%	6,2%	6,5%	6,8%
Taux d'inflation fin période	15,76%	8,8%	6,0%	6,33%	6,67%	7,0%
Taux change moyen (CDF/USD)	1 851,5	2 067,80	2 006,7	2 085,83	2 179,77	2 285,21
Taux change fin période (CDF/USD)	1 971,8	2 013,40	2041,6	2 130,07	2 229,47	2 340,95
PIB nominal (en milliards de CDF)	90 181,05	111 904	106 311,04	119 540,82	134 923,84	155 214,23

Source : Note de cadrage, CPC/Min. mai Plan

4.3. Principaux agrégats budgétaires de l'exercice 2022

Le projet de Loi de finances de l'exercice 2022 contient un budget présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de **20.730,1 milliards de FC** équivalant à **9,9 milliards de USD**, soit un taux d'accroissement de **41,8%**, par rapport à la Loi de finances de l'exercice 2021 chiffrée à **14.620,5 milliards de FC**.

4.3.1. Configuration des recettes

Les recettes de l'exercice 2022 sont configurées comme suit :

- Budget général : **19.070,3 milliards de FC**, équivalant à **9,1 milliards de USD**, soit un accroissement de **40,7%**, par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **13.555,2 milliards de FC** ;
- Budgets annexes : **409,9 milliards de FC**, équivalant à **0,2 milliard de USD**, soit un taux d'accroissement de **13,0%**, par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **362,8 milliards de FC** ;
- Comptes spéciaux : **1.249,8 milliards de FC**, équivalant à **0,6 milliard de USD**, soit un taux d'accroissement de **77,9%**, par rapport à leur niveau initial du budget 2021 chiffré à **702,6 milliards de FC**.

4.3.1.1. Recettes du Budget général

Les recettes du Budget général 2022 comprennent les recettes internes de **13.417,9 milliards de FC**, équivalant à **6,4 milliards de USD** et les recettes extérieures de **5.652,4 milliards de FC**, soit **2,7 milliard de USD**.

4.3.1.1.1. Recettes internes

Les recettes internes sont constituées exclusivement des recettes courantes de **13.417,9 milliards de FC**.

Elles sont ventilées comme suit :

- Recettes de douanes et accises : **3.900,1 milliards de FC**, soit un accroissement de **49,6%**, par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **2.606,7 milliards de FC**. Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :
 - Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **1.771,4 milliards de FC (45,42%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Droits d'accises : **985,4 milliards de FC (25,27%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Droits de douanes et autres droits à l'importation : **1.125,9 milliards de FC (28,87%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Taxes à l'exportation : **15,7 milliards de FC (0,40%** des recettes de douanes et accises) ;
 - Amendes et pénalités : **1,8 milliard de FC (0,05%** des recettes de douanes et accises).
- Recettes des impôts : **6.881,5 milliards de FC**, soit un accroissement de **44,8%**, par rapport à leur niveau initial de l'exercice 2021 de **4.752,4 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées :
 - des impôts professionnels sur les rémunérations : **1.921,3 milliards de FC (27,9%** des recettes des impôts) ;
 - de l'impôt sur les bénéfices et profits et de l'impôt sur les revenus des capitaux immobiliers : **2.812,4 milliards de FC (40,9%** des recettes des impôts) ;
 - des impôts sur les biens et services : **2.081,1 milliards de FC (30,2%** des recettes des impôts) ;
 - des autres recettes : **66,7 milliards de FC (1,0%** des recettes des impôts).
- Recettes non fiscales : **2.241,3 milliards de FC**, soit un accroissement de **32,1%** par rapport à leur niveau initial de 2021 de **1.697,2 milliards de FC**. Par grande nature, ces recettes sont ventilées de la manière suivante :

- recettes administratives : **759,6 milliards de FC** (33,9% des recettes non fiscales) ;
 - recettes judiciaires : **122,0 milliards de FC** (5,4% des recettes non fiscales) ;
 - recettes domaniales : **1.274,1 milliards de FC** (58,8% des recettes non fiscales) ;
 - recettes de participations : **42,4 milliards de FC** (1,9% des recettes non fiscales).
- Recettes des pétroliers producteurs : **394,9 milliards de FC**, soit un accroissement de **24,1%**, par rapport à leur niveau de l'exercice 2021 de **318,2 milliards de FC**. Ces recettes prennent en compte une production journalière de **21.893 barils** pour les deux groupes (on shore et off shore), une décote de **3 USD**, un prix moyen du baril de **63 USD** après décote, des frais du terminal de **2,50 USD** le baril.

4.3.1.1.2. Mesures pour la mobilisation des recettes

Les recettes courantes sont sous-tendues notamment par les mesures administratives et fiscales ci-après :

- **Pour la DGDA :**

- l'imposition des articles et ouvrages en matières plastiques conformément aux dispositions de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des Accises, à l'exception des produits de première nécessité en matière plastique d'économie domestique ;
- la lutte contre la contrebande et l'immixtion des services extérieurs dans les opérations de dédouanement ;
- la mise en œuvre effective de la convention SICPA portant sur le monitoring et la traçabilité des produits soumis aux droits d'accises;
- la rationalisation des droits d'accises en les recentrant sur les produits généralement soumis aux droits d'accises et en ajustant légèrement le taux sur ces produits afin de compenser les pertes de recettes ;
- la poursuite de l'informatisation des bureaux de douane.

- **Pour la DGI :**

- l'implication du Gouvernement pour la perception de l'IPR auprès des agences d'exécution bénéficiant des financements extérieurs ;
- le suivi de la retenue et du reversement de l'IPR des engagés locaux

des Ambassades et missions diplomatiques ;

- l'implication du Gouvernement pour obtenir l'implémentation des dispositifs électroniques fiscaux de la remontée des informations sur la TVA (caisses enregistreuses) ;
- l'implication du Gouvernement dans le processus d'acquisition d'un logiciel approprié de gestion intégrée de l'impôt ;
- l'implication du Gouvernement dans le processus de biométrisation des données des contribuables au moment de leur immatriculation au Numéro Identifiant Fiscal (NIF) afin de fiabiliser les répertoires de moyennes entreprises et des entreprises de petite taille ;
- l'application intégrale de la circulaire interministérielle n°001/CB/VPM-MIN/BUDGET/2014 et N° CAB/MIN/FINANCES/2014/05 du 07/5/2014 relative aux modalités de retenue et de reversement de l'IPR sur les primes, collations et autres avantages payés aux fonctionnaires et agents publics ainsi qu'aux membres des institutions nationales et provinciales et des Cabinets politiques ;
- l'introduction d'un taux réduit de 8% en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicable à certains produits de première nécessité, notamment les surgelés.

● **Pour la DGRAD :**

- la poursuite des signatures des arrêtés interministériels fixant les taux des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, conformes à l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;
- l'organisation des missions mixtes de contrôle DGRAD-services d'assiette sur les droits, taxes et redevances du Pouvoir central ;
- la mise en place des ordonnateurs délégués de la DGRAD à travers tous les centres d'ordonnancement des recettes de la PNC ;
- la disponibilisation des imprimés de valeurs par la DGRAD ;
- l'utilisation des visas biométriques, en lieu et place du cachet humide et du laissez-passer individuels non sécurisés ;
- la mise en place d'une stratégie nationale sur la connexion et la connectivité pour étendre l'assiette fiscale des services de la télécommunication ;
- la poursuite du déploiement du logiciel de gestion des recettes non fiscales (LOGIRAD) au niveau de tous les services d'assiettes et des provinces.

4.3.1.1.3. Recettes extérieures

Les recettes extérieures s'élèvent à **5.652,4 milliards de FC** et enregistrent un accroissement de **43,9%** par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **3.928,7 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de l'ordre de **2.878,1 milliards de FC** qui enregistrent un accroissement de **126,3%** par rapport à leur niveau initial de 2021 évalué à **1.271,7 milliards de FC** ;
- au financement des investissements : **2.774,3 milliards de FC**, signalant un taux d'accroissement de **4,4%** par rapport à leur niveau initial de 2021 évalué à **2.656,9 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **1.759,0 milliards de FC** de dons projets et **1.015,3 milliards de FC** d'emprunts projets.

4.3.1.2. Recettes des Budgets annexes

Les budgets annexes sont évalués à **409,9 milliards de FC** qui équivalent à **0,2 milliard de USD** et enregistrent un taux d'accroissement de **13,0%** par rapport à leur niveau initial de 2021 évalué à **362,8 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'enseignement supérieurs et universitaires publics ainsi que ceux des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour.

4.3.1.3. Recettes des Comptes spéciaux

Les recettes des Comptes spéciaux sont évaluées à **1.249,8 milliards de FC**, correspondant à **0,6 milliard de USD** et enregistrant un taux d'accroissement de **77,9%** par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **702,6 milliards de FC**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale tels que repris dans le tableau 5 ci-après :

Tableau 5 : Recettes des Comptes d'affectation spéciale 2021-2022

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2021		BUDGET 2022		
		VOTE	PROJET LFR 2021	PROJET LF 2022	Struct. (%)	Taux accr. /2021
III.	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	892 557 305 872	1 249 831 059 000	6,0	77,9
III.1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	234 241 326 811	242 432 165 652	256 008 366 928	1,2	9,3
III.2	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	259 745 857 061	462 693 188 245	767 799 847 169	3,7	195,6
III.3	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	65 047 116 202	33 728 779 533	39 967 694 129	0,2	-38,6
III.4	Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	5 828 515 120	4 717 480 484	6 374 943 284	0,0	9,4
III.5	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	20 423 371 651	6 198 194 311	15 854 080 679	0,1	-22,4

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2021		BUDGET 2022		
		VOTE	PROJET LFR 2021	PROJET LF 2022	Struct. (%)	Taux accr. /2021
III.6	Fonds de Contrepartie	10 021 738 584			0,0	-100,0
III.7	Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEC)	600 000 000			0,0	-100,0
III.8	Fonds Forestier National (FFN)	5 773 200 379	10 958 828 637	13 387 225 963	0,1	131,9
III.9	Cadastre Minier (CAMI)	23 918 932 047	25 078 551 978	30 247 038 463	0,1	26,5
III.10	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	16 023 738 423	12 221 057 995	19 291 499 774	0,1	20,4
III.11	Fonds Minier des Générations Futures (FOMIN)	60 933 288 548	94 529 059 037	100 900 362 611	0,5	65,6
III.12	Fonds National de Solidarité contre le COVID-19 (FNSSC)	0	0	0	0,0	

Source : DGPPB, août 2021

4.3.2. Configuration des dépenses

Les dépenses de l'exercice 2022 sont chiffrées à **20.730,1 milliards de FC** en équilibre avec les recettes correspondantes tant pour le Budget général (**19.070,3 milliards de FC**), les Budgets annexes (**409,9 milliards de FC**) que pour les Comptes spéciaux (**1.249,8 milliards de FC**).

4.3.2.1. Dépenses du Budget général

Les dépenses du Budget général sont ventilées comme suit :

- Dette publique et Frais financiers : **1.217,2 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **33,1%** par rapport à son niveau initial de 2021 évalué à **914,7 milliards de FC**, représentant **6,4%** des dépenses du Budget général. Ces crédits se rapportent notamment au remboursement du principal de la dette intérieure évaluée à **302,6 milliards de FC** ainsi que celui de la dette extérieure évaluée à **653,2 milliards de FC**.
- Rémunérations : **5.789,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **11,5%** par rapport à la Loi de finances 2021 évalué à **5.193,3 milliards de FC** et une part de **43,1%** des recettes courantes, au-delà du critère de convergence macroéconomique de la SADC fixé à **35%**.

Le Gouvernement entend asseoir une politique salariale axée sur la rationalisation des rémunérations pour améliorer les conditions sociales des agents et fonctionnaires de l'Etat.

- Biens, matériels et prestations : **2.050,7 milliards de FC**, soit un accroissement de **42,8%** par rapport à son niveau initial de 2021 chiffré à **1.435,9 milliards de FC** et **10,8%** des dépenses du Budget

général. Ces dépenses comprennent :

- le fonctionnement des institutions d'un import de **873,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **48,2%** par rapport à son niveau initial de 2021 chiffré à **589,1 milliards de FC**, y compris le transfert à l'Inspection Générale des Finances correspondant à **10%** de la rétrocession des Administrations financières d'un import de **74,6 milliards de FC** ;
- le fonctionnement des ministères, d'un import de **913,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **39,2%** par rapport à son niveau initial de 2021 évalué à **656,4 milliards de FC**. Outre le fonctionnement courant des services, cette rubrique prend en compte notamment la sécurisation du pays, le fonctionnement des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire, l'approvisionnement des hôpitaux en médicaments essentiels et l'achat des intrants agricoles, le financement des réformes des finances publiques et de l'Administration publique, l'accompagnement des Provinces dans l'élaboration de leurs plans de développement, le désenclavement des zones inaccessibles en Provinces, l'organisation du salon international du tourisme et du tourisme scolaire, la production des permis de conduire biométrique sécurisés avec puce, etc.;
- le fonctionnement des services déconcentrés, d'un montant de **22,8 milliards de FC**, augmente de **30,0%** par rapport à son niveau initial de 2021 évalué à **17,5 milliards de FC** ;
- les charges communes chiffrées à **241,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **39,4%** par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **172,9 milliards de FC**. Elles prennent en compte les arriérés de consommation d'eau et d'électricité par les services étatiques, la rétribution aux banques, les frais relatifs à la prise en charge médicale des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que les frais d'hébergement, de consommation de carburant et autres.
- Transferts et subventions : **1.916,1 milliards de FC**, soit un accroissement de **25,0%** par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **1.533,1 milliards de FC**. Ils comprennent :
 - la rétrocession aux Administrations financières de **750,0 milliards de FC**, calculée à hauteur de 5% pour la DGDA et la DGI, 10% pour la DGRAD ;

- le transfert aux provinces et ETD au titre de fonctionnement d'un import de **447,8 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **27,6%**, par rapport à son niveau de l'exercice 2021 de **351,0 milliards de FC** ;
- les interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques de **358,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **187,6%**, au regard de la contrainte des ressources;
- la subvention aux organismes auxiliaires et aux services Ex-BPO de **66,1 milliards de FC**, soit un accroissement de **6,2%** par rapport à son niveau initial de 2021 chiffré à **62,3 milliards de FC** ;
- la bourse d'études d'un montant de **15,0 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **82,4%** par rapport à son niveau initial de 2021 de l'ordre de **8,2 milliards de FC** ;
- la TVA remboursable d'un montant de **263,5 milliards de FC**, soit un taux de régression de **43,7%**, par rapport à son niveau initial de 2021 de **467,6 milliards de FC**.
- la mise à la retraite d'un montant de **15,0 milliards de FC** au titre d'effort du Gouvernement en vue d'assurer progressivement la retraite des agents et fonctionnaires de l'Etat.
- Dépenses d'investissements : **7.182,2 milliards de FC**, soit un accroissement de **68,1%** par rapport à leur niveau initial de 2021 chiffré à **4.271,3 milliards de FC** et **37,7%** des dépenses du Budget général.

Les dépenses d'investissement se déclinent comme suit :

- Investissements sur ressources propres : **4.407,8 milliards de FC**, représentant **23,1%** des dépenses du Budget général et **61,4%** des dépenses d'investissements. Ils devront couvrir :
 - ✓ les projets du Gouvernement central chiffrés à **1.957,1 milliards de FC** ;
 - ✓ la contrepartie gouvernementale d'un import de **111,5 milliards de FC** ;
 - ✓ le financement des projets d'investissements des provinces d'un import de **1.321,4 milliards de FC** sur les 40% des recettes à caractère national ;

- ✓ l'enveloppe du Fonds de péréquation se chiffre à **1.017,8 milliards de FC.**
- Investissements sur ressources extérieures : **2.774,3 milliards de FC**, soit un accroissement de **4,4%** par rapport à leur niveau de 2021 évalué à **2.656,9 milliards de FC**, représentant **14,5%** des dépenses du Budget général et **38,6%** des dépenses d'investissements.

Les principaux projets d'investissement retenus pour 2022 se focalisent sur les actions ci-après :

- la construction du Palais et des bureaux présidentiels ;
- la construction et la réhabilitation des infrastructures devant abriter le IX^{ème} jeux de la Francophonie ;
- les travaux de lutte antiérosive à travers le pays ;
- l'acquisition des matériels pour l'installation de la fibre optique en vue de la migration vers le système téléphonique CUCM ;
- la construction des bâtiments devant abriter les tribunaux de paix dans 145 territoires ;
- la stabilisation de l'Est pour la paix ;
- la construction de nouvelles casernes militaires et la réhabilitation de la base de Kitona et de Kamina ;
- l'acquisition des matériels informatiques pour la numérisation des Administrations financières ;
- la création et le déploiement de la chaîne de la recette ;
- la réhabilitation des prisons de Makala, de Mbuji-Mayi et d'Osio ;
- la construction, la réhabilitation et l'entretien des routes, des voiries et des édifices publics en vue du désenclavement du pays ;
- la modernisation des parcs de la Foire Internationale de Kinshasa ;
- l'acquisition d'équipements nécessaires à la certification des réserves pétrolières et gazières ;
- la construction de la tour administrative des hydrocarbures ;
- l'électrification par énergie solaire de 145 territoires de la RDC et de 15 chefs-lieux de nouvelles Provinces ;

- l'appui au développement du site d'Inga et d'accès à l'électricité ;
 - l'extension des systèmes d'approvisionnement en eau potable et assainissement ;
 - la réhabilitation du port de Bumba et de 188 km de voies ferrées.
- Crédits provisionnels (dépenses exceptionnelles) : **915,0 milliards de FC**, représentant **4,8%** des dépenses du Budget général. Ils devront financer :
 - les opérations électorales : **500,0 milliards de FC** ;
 - la réserve budgétaire : **90,0 milliards de FC** ;
 - la couverture d'éventuels sinistres et calamités : **75,0 milliards de FC** ;
 - les opérations de recensement et d'identification de la population : **250,0 milliards de FC**.

4.3.2.2. Dépenses des Budgets annexes

Les dépenses des Budgets annexes sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes à hauteur de **409,9 milliards de FC**.

4.3.2.3. Dépenses des Comptes spéciaux

Les dépenses des Comptes spéciaux sont présentées en équilibre avec les recettes correspondantes à **1.249,8 milliards de FC**. Elles se rapportent aux comptes d'affectation spéciale repris en recettes.

CONCLUSION

Le projet de Loi de finances pour l'exercice 2022 contient un budget présenté en équilibre en recettes et en dépenses à hauteur de **20.730,1 milliards de FC**.

Il reflète la politique budgétaire définie dans la Lettre d'orientation budgétaire du Premier Ministre, s'inspirant des leçons tirées des effets néfastes de la pandémie de Covid-19 et propose des réponses susceptibles de relever l'économie. Ceci, en vue de soutenir la croissance et d'améliorer la résilience sociale et économique, tout en mesurant les risques budgétaires, en vue d'améliorer la mobilisation des recettes et la qualité des dépenses.

En annexe :

- Le tableau des indicateurs macroéconomiques 2022-2024 ;
- Le tableau synthèse de projection des recettes 2022 ;
- Le tableau synthèse de projection des dépenses 2022 ;
- Le tableau des modalités de calcul de la rétrocession aux administrations financières et de 40% de transfert aux Provinces et ETD ;
- Le tableau de l'état de l'équilibre financier et budgétaire du projet de loi de finances 2022.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

ANNEXES

TABLEAU N° 1 : INDICATEURS MACROECONOMIQUES 2020-2024

Cadrage macroéconomique	2020	2021		2022	2023	2024
	Réalisé	Initial	Actualisé			
Taux de croissance	1,7%	3,2%	4,9%	5,6%	6,6%	6,8%
Déflateur PIB	7,0	8,7	6,9	7,4	7,9	8,5
Tx d'inflation moyen	10,2%	15,1%	10,9%	6,2%	6,5%	6,8%
Tx d'inflation fin période	15,76%	8,8%	6,0%	6,33%	6,67%	7,00%
Tx de croissance mine	9,71%	11,1%	11,1%	7,90%	7,50%	5,40%
Tx change moyen (FC/USD)	1851,5	2 067,80	2006,7	2 085,83	2 179,77	2 285,21
Tx change fin période (FC/USD)	1971,8	2 013,40	2041,6	2 130,07	2 229,47	2 340,95
PIB nominal en milliards FC	90 181,05	111 904,00	106 311,04	119 540,82	134 923,84	155 214,23

TABLEAU N° 2 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2022 _ VOLET RECETTES

N°	RUBRIQUES	BUDGET 2020					BUDGET 2021										BUDGET 2022							
		VOTE (LFR)	Struct. (%)	% PIB	REALISATIONS (TOFE)	Taux réal.	VOTE	Struct. (%)	% PIB	Taux accr.	PREVISIONS LINEAIRES AU 30 JUIN	REALISATIONS A FIN JUIN (PTR)	Tx réal. (%)	PROJET LFR 2021	Struct. (%)	% PIB	Taux accr. /Voté	Taux accr. /2020	PROJET LF 2022	Struct. (%)	Struct. BG (%)	% PIB	Taux accr. /LFR2021	Taux accr. /2021
I.	BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	92,5	10,4	10 336 230 769 857	105,6	13 555 177 070 944	92,7	12,1	38,5	6 777 588 535 472	6 299 079 342 777	92,9	15 331 381 676 484	92,2	14,4	13,1	56,6	19 070 308 144 080	92,0	100,0	16,0	24,4	40,7
I.1.	RECETTES INTERNES	6 687 781 907 284	63,2	7,1	7 621 610 203 857	114,0	9 626 518 327 463	65,8	8,6	43,9	4 813 259 163 732	5 384 238 277 314	111,9	10 886 827 809 013	65,5	10,2	13,1	62,8	13 417 865 307 309	64,7	70,4	11,2	23,2	39,4
I.1.1.	RECETTES COURANTES	6 337 781 907 284	59,9	6,7	7 054 810 203 857	111,3	9 374 518 327 463	64,1	8,4	47,9	4 687 259 163 732	5 384 238 277 314	114,9	10 736 827 809 013	64,6	10,1	14,5	69,4	13 417 865 307 309	64,7	70,4	11,2	25,0	43,1
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises	1 873 928 288 103	17,7	2,0	2 026 823 304 703	108,2	2 606 726 552 756	17,8	2,3	39,1	1 303 363 276 378	1 303 235 996 348	100,0	2 997 735 535 669	18,0	2,8	15,0	60,0	3 900 135 477 886	18,8	20,5	3,3	30,1	49,6
I.1.1.2	Recettes des Impôts	3 029 242 915 535	28,6	3,2	3 578 487 435 343	118,1	4 752 389 126 602	32,5	4,2	56,9	2 376 194 563 301	3 020 062 544 731	127,1	5 670 445 854 480	34,1	5,3	19,3	87,2	6 881 487 873 447	33,2	36,1	5,8	21,4	44,8
I.1.1.3	Recettes non Fiscales	1 191 132 845 470	11,3	1,3	1 243 582 927 673	104,4	1 697 194 757 740	11,6	1,5	42,5	848 597 378 870	872 981 049 730	102,9	1 803 800 000 000	10,9	1,7	6,3	51,4	2 241 286 836 175	10,8	11,8	1,9	24,3	32,1
1°	DGRAD	1 191 132 845 470	11,3	1,3	1 243 582 927 673	104,4	1 697 194 757 740	11,6	1,5	42,5	848 597 378 870	872 981 049 730	102,9	1 803 800 000 000	10,9	1,7	6,3	51,4	2 241 286 836 175	10,8	11,8	1,9	24,3	32,1
2°	AUTRES	0	0,0	0,0	0	0	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0	0,0	0,0	0,0	0	0	0,0	0,0	0,0	0	0
a.	Bonus sur contrat chinois _ Pas de porte minier		0,0	0,0				0,0	0,0					0,0	0,0				0,0	0,0	0,0			
b.	Autres recettes		0,0	0,0				0,0	0,0					0,0	0,0				0,0	0,0	0,0			
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	243 477 858 176	2,3	0,3	205 916 536 138	84,6	318 207 890 365	2,2	0,3	30,7	159 103 945 183	187 958 686 505	118,1	264 846 418 864	1,6	0,2	-16,8	8,8	394 955 119 801	1,9	2,1	0,3	49,1	24,1
1°	DGI	93 166 708 188	0,9	0,1	77 670 217 901	83,4	148 504 140 221	1,0	0,1	59,4	74 252 070 111	56 387 393 447	75,9	104 846 418 864	0,6	0,1	-29,4	12,5	124 009 376 833	0,6	0,7	0,1	18,3	-16,5
2°	DGRAD	150 311 149 988	1,4	0,2	128 246 318 238	85,3	169 703 750 144	1,2	0,2	12,9	84 851 875 072	131 571 293 058	155,1	160 000 000 000	1,0	0,2	-5,7	6,4	270 945 242 968	1,3	1,4	0,2	69,3	59,7
I.1.2	RECETTES EXCEPTIONNELLES	350 000 000 000	3,3	0,4	566 800 000 000	161,9	252 000 000 000	1,7	0,2	-28,0	126 000 000 000	0	0,0	150 000 000 000	0,9	0,1	-40,5	-57,1	0	0,0	0,0	0,0	-100,0	-100,0
I.1.2.1	Dons et legs intérieurs courants		0,0	0,0				0,0	0,0					0,0	0,0				0,0	0,0	0,0			
I.1.2.2	Dons et legs intérieurs projets		0,0	0,0				0,0	0,0					0,0	0,0				0,0	0,0	0,0			
I.1.2.3	Remboursement de prêts et avances		0,0	0,0				0,0	0,0					0,0	0,0				0,0	0,0	0,0			
I.1.2.4	Produits des emprunts intérieurs	350 000 000 000	3,3	0,4	566 800 000 000	161,9	252 000 000 000	1,7	0,2	-28,0	126 000 000 000	0	0,0	150 000 000 000	0,9	0,1	-40,5	-57,1	0	0,0	0,0	0,0	-100,0	-100,0
I.2.	RECETTES EXTERIEURES	3 100 750 710 854	29,3	3,3	2 714 620 565 999	87,5	3 928 658 743 481	26,9	3,5	26,7	1 964 329 371 741	914 841 065 463	46,6	4 444 553 867 471	26,7	4,2	13,1	43,3	5 652 442 836 771	27,3	29,6	4,7	27,2	43,9
I.2.1.	RECETTES D'APPUI BUDGETAIRES	1 064 248 634 498	10,1	1,1	753 246 974 153	70,8	1 271 697 000 000	8,7	1,1	19,5	635 848 500 000	225 855 000 000	35,5	1 921 415 250 000	11,6	1,8	51,1	80,5	2 878 115 000 000	13,9	15,1	2,4	49,8	126,3
I.2.1.1	Emprunt Programme	673 049 580 000	6,4	0,7	753 246 974 153	111,9	325 678 500 000	2,2	0,3	-51,6	162 839 250 000	26 000 000 000	16,0	1 003 350 000 000	6,0	0,9	208,1	49,1	688 983 120 000	3,3	3,6	0,6	-31,3	111,6
I.2.1.2	Dons Budgétaires	391 199 054 498	3,7	0,4	0	0,0	946 018 500 000	6,5	0,8	141,8	473 009 250 000	199 855 000 000	42,3	918 065 250 000	5,5	0,9	-3,0	134,7	624 755 880 000	3,0	3,3	0,5	-31,9	-34,0
I.2.1.3	Allocation DTS	0	0,0	0,0	0	0,0	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0	0,0	0,0			1 564 376 000 000	7,5	8,2	1,3		
I.2.2.	Recettes de Financement des Investissements	2 036 502 076 356	19,3	2,2	1 961 373 591 847	96,3	2 656 961 743 481	18,2	2,4	30,5	1 328 480 871 741	688 986 065 463	51,9	2 523 138 617 471	15,2	2,4	-5,0	23,9	2 774 327 836 771	13,4	14,5	2,3	10,0	4,4
I.2.2.1	Dons Projets	1 734 248 544 070	16,4	1,8	1 621 549 461 987	93,5	2 063 750 465 131	14,1	1,8	19,0	1 031 875 232 566	419 894 539 481	40,7	1 576 127 387 464	9,5	1,5	-23,6	-9,1	1 759 009 557 332	8,5	9,2	1,5	11,6	-14,8
I.2.2.2	Emprunts Projets	302 253 532 286	2,9	0,3	339 824 129 860	112,4	593 211 278 350	4,1	0,5	96,3	296 605 639 175	269 091 525 982	90,7	947 011 230 007	5,7	0,9	59,6	213,3	1 015 318 279 439	4,9	5,3	0,8	7,2	71,2
a)	Bilatéraux et Multilatéraux	116 993 532 286	1,1	0,1	339 824 129 860	290,5	593 211 278 350	4,1	0,2	407,0	296 605 639 175	269 091 525 982	90,7	947 011 230 007	5,7	0,9	59,6	709,5	1 015 318 279 439	4,9	5,3	0,8	7,2	71,2
b)	Emprunts obligataires	185 260 000 000	1,8	0,2	0	0,0	0	0,0	0,0	-100,0	0	0	0	0	0,0	0,0		-100,0	0	0,0	0,0	0,0		
c)	Consortium COVREF/Exim Bank	0	0,0	0,0	0	0,0	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0,0	0,0				0	0,0	0,0			
d)	Partenariat financier / Exim Bank _ AfreximBank	0	0,0	0,0	0	0,0	0	0,0	0,0	0	0	0	0	0,0	0,0				0	0,0	0,0			
II.	BUDGETS ANNEXES	205 156 817 237	1,9	0,2	315 625 872 672	153,8	362 790 025 104	2,5	0,3	76,8	181 395 012 552	198 819 663 244	109,6	397 639 326 487	2,4	0,4	9,6	93,8	409 966 145 608	2,0	0,3	3,1	13,0	
III.	COMPTE SPECIAUX	585 391 634 667	5,5	0,6	565 677 695 461	96,6	702 557 084 826	4,8	0,6	20,0	351 278 542 413	421 447 817 050	120,0	892 557 305 872	5,4	0,8	27,0	52,5	1 249 831 059 000	6,0	1,0	40,0	77,9	
III.1	Fonds National d'Entretien Routier (FONER)	123 795 753 839	1,2	0,1			234 241 326 811	1,6	0,2	89,2	117 120 663 406	118 259 593 001	101,0	242 432 165 652	1,5	0,2	3,5	95,8	256 008 366 928	1,2	0,2	5,6	9,3	
III.2	Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)	331 825 580 152	3,1	0,4			259 745 857 061	1,8	0,2	-21,7	129 872 928 531	201 043 594 587	154,8	462 693 188 245	2,8	0,4	78,1	39,4	767 799 847 169	3,7	0,6	65,9	195,6	
III.3	Régie des Voies Aériennes (RVA) / (Go-Pass)	21 921 364 368	0,2	0,0			65 047 116 202	0,4	0,1	196,7	32 523 558 101	16 691 459 815	51,3	33 728 779 533	0,2	0,0	-48,1	53,9	39 967 694 129	0,2	0,0	18,5	-38,6	
III.4	Fonds de Promotion de l'Education (FPEN)	2 743 519 572	0,0	0,0			5 828 515 120	0,0	0,0	112,4	2 914 257 560	2 358 740 242	80,9	4 717 480 484	0,0	0,0	-19,1	71,9	6 374 943 284	0,0	0,0	35,1	9,4	
III.5	Fonds de Promotion Culturelle (FPC)	8 306 725 909	0,1	0,0			20 423 371 651	0,1	0,0	145,9	10 211 685 825	3 760 175 799	36,8	6 198 194 311	0,0	0,0	-69,7	-25,4	15 854 080 679	0,1	0,0	155,8	-22,4	
III.6	Fonds de Contrepartie	5 007 401 685	0,0	0,0			10 021 738 584	0,1	0,0	100,1	5 010 869 292	0	0	0	0,0	0,0	-100,0	-100,0	0	0,0	0,0		-100,0	
III.7	Office des Petites et Moyennes Entreprises (OPEC)	582 714 000	0,0	0,0			600 000 000	0,0	0,0	3,0	300 000 000	0	0	0	0,0	0,0	-100,0	-100,0	0	0,0	0,0		-100,0	
III.8	Fonds Forestier National (FFN)	8 383 748 851	0,1	0,0			5 773 200 379	0,0	0,0	-31,1	2 886 600 190	3 296 965 682	114,2	10 958 828 637	0,1	0,0	89,8	30,7	13 387 225 963	0,1	0,0	22,2	131,9	
III.9	Cadastre Minier (CAMI)	17 514 505 015	0,2	0,0			23 918 932 047	0,2	0,0	36,6	11 959 466 024	23 884 335 207	199,7	25 078 551 978	0,2	0,0	4,8	43,2	30 247 038 463	0,1	0,0	20,6	26,5	
III.10	Fonds de Promotion du Tourisme (FPT)	868 591 506	0,0	0,0			16 023 738 423																	

TABLEAU N° 3 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2022 - VOLET DEPENSES

RUBRIQUES	BUDGET 2020					BUDGET 2021										BUDGET 2022										
	LFR	Struct (%)	EXECUTION (TOFE)	Taux Exc.	VOTE 2021	Struct (%)	% PIB	Taux Accr.	PREVISIONS LINEAIRES AU 30 JUIN	EXECUTION A FIN JUIN (ESB)	Taux Exc.	% RC	PROJET LFR 2021	Struct (%)	% BG	% PIB	% RC	Taux Accr / LF 2021	Taux Accr/2020	PROJET LF 2022	Struct (%)	% BG	% PIB	% RC	Taux Accr / PLFR 2021	Taux Accr/2021
A. BUDGET GENERAL	9 788 532 618 138	92,5	9 965 074 000 000	101,8	13 555 177 070 944	92,7	12,1	38,5	6 777 588 535 472	5 497 461 910 617	81,1		15 331 381 676 484	92,2	100,0	14,4		13,1	56,6	19 070 308 144 080	92,0	100,0	16,0		24,4	40,7
<i>dont celles sur ressources internes</i>	<i>7 752 030 541 782</i>	<i>73,3</i>	<i>8 003 701 000 000</i>	<i>103,2</i>	<i>10 898 215 327 463</i>	<i>74,5</i>	<i>9,7</i>	<i>41,5</i>	<i>5 449 107 663 731</i>	<i>4 808 475 845 154</i>	<i>88,2</i>		<i>12 808 243 059 013</i>	<i>77,1</i>	<i>83,5</i>	<i>12,0</i>		<i>17,5</i>	<i>65,2</i>	<i>16 295 980 307 309</i>	<i>78,6</i>	<i>85,5</i>	<i>13,6</i>		<i>27,2</i>	<i>49,5</i>
I. DETTE PUBLIQUE ET FRAIS FINANCIERS	440 549 344 199	4,2	544 376 000 000	123,6	914 714 113 538	6,3	0,8	107,6	457 357 056 769	659 403 352 810	144,2	12,2	1 040 967 329 325	6,3	6,8	1,0	9,7	13,8	136,3	1 217 236 657 912	5,9	6,4	1,0	9,1	16,9	33,1
1.1. Dette publique	408 578 013 146	3,9	518 281 000 000	126,8	645 048 605 813	4,4	0,6	57,9	322 524 302 907	592 739 926 549	183,8	11,0	771 301 821 600	4,6	5,0	0,7	7,2	19,6	88,8	955 801 562 979	4,6	5,0	0,8	7,1	23,9	48,2
1.1.1. Dette Intérieure	295 863 720 266	2,8	302 738 000 000	102,3	231 065 333 764	1,6	0,2	-21,0	115 532 666 882	228 061 734 904	197,4	4,2	359 852 169 600	2,2	2,3	0,3	3,4	55,7	21,6	302 627 575 168	1,5	1,6	0,3	2,3	-15,9	31,0
1.1.2. Dette Extérieure (Principal)	112 714 292 880	1,1	215 543 000 000	191,2	413 983 272 049	2,8	0,4	265,0	206 991 636 025	364 678 191 645	176,2	6,8	411 449 652 000	2,5	2,7	0,4	3,8	-0,6	265,0	653 173 987 811	3,2	3,4	0,5	4,9	58,7	57,8
1.2. Frais financiers	31 971 331 053	0,3	26 095 000 000	81,6	269 665 507 725	1,8	0,2	743,5	134 832 753 863	66 663 426 261	49,4	1,2	269 665 507 725	1,6	1,8	0,3	2,5	0,0	743,5	261 435 094 933	3,2	1,4	0,2	1,9	-3,1	-3,1
1.2.1. Intérieurs	15 168 809 652	0,1	4 000 000 000	26,4	150 648 918 218	1,0	0,1	897,5	75 324 459 109	13 800 899 098	18,3	0,3	151 304 635 725	0,9	1,0	0,1	1,4	0,4	897,5	187 110 668 178	0,9	1,0	0,2	1,4	23,7	24,2
1.2.2. Extérieurs	16 802 521 401	0,2	22 095 000 000	131,5	119 016 589 507	0,8	0,1	604,4	59 508 294 754	52 862 527 163	88,8	1,0	118 360 872 000	0,7	0,8	0,1	1,1	-0,6	604,4	74 324 426 755	0,4	0,4	0,1	0,6	-37,2	-37,6
II. DÉPENSES DE PERSONNEL (RÉMUNÉRATIONS)	4 748 000 000 000	44,9	4 758 328 000 000	100,2	5 193 257 065 188	35,5	4,6	9,4	2 596 628 532 594	2 557 827 312 121	98,5	47,5	2 284 550 538 322	31,8	34,5	5,0	49,2	1,8	11,3	5 789 089 586 705	27,9	30,4	4,8	43,1	9,5	11,5
2.1. Pouvoir Central	3 137 013 461 276	29,7	4 758 328 000 000	151,7	3 247 545 549 526	22,2	2,9	3,5	1 623 772 774 763	1 495 730 818 915	92,1	27,8	3 287 500 538 770	19,8	21,4	3,1	30,6	1,2	4,8	3 487 052 630 877	16,8	18,3	2,9	26,0	6,1	7,4
2.2. Provinces	1 610 986 538 724	15,2		0,0	1 945 711 515 662	13,3	1,7	20,8	972 855 757 831	1 062 096 493 206	109,2	19,7	1 997 053 399 552	12,0	13,0	1,9	18,6	2,6	24,0	2 302 036 955 828	11,1	12,1	1,9	17,2	15,3	18,3
III. BIENS, MATÉRIELS ET PRESTATIONS (FONCT.)	1 244 214 819 078	11,8	1 610 796 000 000	129,5	1 435 951 286 884	9,8	1,3	15,4	717 975 643 442	1 097 614 750 837	152,9	20,4	1 872 003 410 324	11,3	12,2	1,8	17,4	30,4	50,5	2 050 729 834 956	9,9	10,8	1,7	15,3	9,5	42,8
3.1. Institutions	489 871 924 599	4,6	581 542 000 000	118,7	589 097 176 560	4,0	0,5	20,3	294 548 588 280	511 660 933 690	173,7	9,5	796 596 000 000	4,8	5,2	0,7	7,4	35,2	62,6	873 076 150 339	4,2	4,6	0,7	6,5	9,6	48,2
3.2. Ministères	585 800 000 000	5,5	809 846 000 000	138,2	656 401 700 000	4,5	0,6	12,1	328 200 850 000	472 949 355 081	144,1	8,8	884 955 000 000	5,3	5,8	0,8	8,2	34,8	51,1	913 773 618 035	4,4	4,8	0,8	6,8	3,3	39,2
3.2.1. Fonctionnement des Ministères	580 800 000 000	5,5	809 846 000 000	139,4	633 300 000 000	4,3	0,6	9,0	316 650 000 000	471 533 382 663	148,9	8,8	854 955 000 000	5,1	5,6	0,8	8,0	35,0	47,2	880 773 618 035	4,2	4,6	0,7	6,6	3,0	39,1
3.2.2. Financement des réformes	5 000 000 000	0,0		0,0	23 101 700 000	0,2	0,0	362,0	11 550 850 000	1 415 972 418	12,3	0,0	30 000 000 000	0,2	0,2	0,0	0,3	29,9	500,0	33 000 000 000	0,2	0,2	0,0	0,2	10,0	42,8
3.3. Subvention aux Services Déconcentrés	5 000 000 000	0,0		0,0	17 500 000 000	0,1	0,0	250,0	8 750 000 000		0,0	0,0	17 500 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	0,0	250,0	22 750 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	30,0	30,0
3.4. Charges communes	163 542 894 479	1,5	219 408 000 000	134,2	172 952 410 324	1,2	0,2	5,8	86 476 205 162	113 004 462 066	130,7	2,1	172 952 410 324	1,0	1,1	0,2	1,6	0,0	5,8	241 130 066 582	1,2	1,3	0,2	1,8	39,4	39,4
IV. TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	810 050 643 311	7,7	741 631 000 000	91,6	1 533 133 990 280	10,5	1,4	89,3	766 566 995 140	394 380 786 325	51,4	7,3	1 548 480 617 193	9,3	10,1	1,5	14,4	1,0	91,2	1 916 099 814 095	9,2	10,0	1,6	14,3	23,7	25,0
4.1. Rétrocession aux Régies financières	348 164 541 736	3,3	383 341 000 000	110,1	514 294 408 316	3,5	0,5	47,7	257 147 204 158	214 899 622 085	83,6	4,0	605 017 782 776	3,6	3,9	0,6	5,6	17,6	73,8	750 036 562 873	3,6	3,9	0,6	5,6	24,0	45,8
4.2. Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	312 000 000 000	2,9	79 326 000 000	25,4	351 000 000 000	2,4	0,3	12,5	175 500 000 000	111 012 123 108	63,3	2,1	392 278 346 341	2,4	2,6	0,4	3,7	11,8	25,7	447 837 398 544	2,2	2,3	0,4	3,3	14,2	27,6
4.3. Interventions économiques, soc., cult. et scient.	101 729 727 114	1,0	261 973 000 000	257,5	124 700 000 000	0,9	0,1	22,6	62 350 000 000	63 380 261 668	101,7	1,2	297 236 200 000	1,8	1,9	0,3	2,8	138,4	192,2	358 617 154 295	1,7	1,9	0,3	2,7	20,7	187,6
4.4. Organismes Auxiliaires (y compris Services ex BPO)	18 310 314 611	0,2	16 781 000 000	91,6	62 301 035 000	0,4	0,1	240,3	31 150 517 500	5 088 779 464	16,3	0,1	62 301 035 000	0,4	0,4	0,1	0,6	0,0	240,3	66 142 932 158	0,3	0,3	0,1	0,5	6,2	6,2
4.4.1. Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	9 155 157 306	0,1	8 390 500 000	91,6	38 301 035 000	0,3	0,0	318,4	19 150 517 500	3 514 159 619	18,4	0,1	38 301 035 000	0,2	0,2	0,0	0,4	0,0	318,4	40 662 932 158	0,2	0,2	0,0	0,3	6,2	6,2
4.4.2. Fonctionnement des Services ex-BPO	9 155 157 306	0,1	8 390 500 000	91,6	24 000 000 000	0,2	0,0	162,1	12 000 000 000	1 574 619 845	13,1	0,0	24 000 000 000	0,1	0,2	0,0	0,2	0,0	162,1	25 480 000 000	0,1	0,1	0,0	0,2	6,2	6,2
4.5. Bourses d'études	1 000 000 000	0,0	210 000 000	21,0	8 221 518 450	0,1	0,0	722,2	4 110 759 225		0,0	0,0	11 221 518 450	0,1	0,1	0,0	0,1	36,5	1 022,2	15 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,1	33,7	82,4
4.6. TVA remboursable	28 846 059 849	0,3		0,0	467 617 028 514	3,2	0,4	1 521,1	233 808 514 257		0,0	0,0	175 425 734 626	1,1	1,1	0,2	1,6	-62,5	508,1	263 465 766 225	1,3	1,4	0,2	2,0	50,2	-43,7
4.7. Mise à la retraite	0	0,0	0	0,0	5 000 000 000	0,0	0,0		2 500 000 000		0,0	0,0	5 000 000 000	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		15 000 000 000	0,1	0,1	0,0	0,1	200,0	200,0
V. DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 445 717 811 550	23,9	2 121 324 000 000	90,5	4 271 320 615 054	29,2	3,8	74,6	2 135 660 307 527	767 260 524 362	35,9	14,3	5 275 376 381 321	31,7	34,4	5,0	49,1	23,5	115,7	7 182 152 250 411	34,6	37,7	6,0	53,5	36,1	68,1
5.1. Investissements sur ressources propres	409 215 735 194	3,9	250 951 000 000	61,3	1 614 358 871 573	11,0	1,4	294,5	807 179 435 787	78 274 458 899	9,7	1,5	2 752 327 763 850	16,6	18,0	2,6	25,6	70,5	572,6	4 407 824 413 640	21,3	23,1	3,7	32,9	60,2	173,0
5.1.1. Projets Gouvernement central	160 000 000 000	1,5	128 448 000 000	80,3	752 218 436 007	5,1	0,7	370,1	376 109 218 003	56 678 953 949	15,1	1,1	1 019 631 876 714	6,1	6,7	1,0	9,5	35,5								

TABLEAU N° 4 : PROJET DE LOI DE FINANCES 2022 : MODALITÉS DE CALCUL

RUBRIQUES	BUDGET 2021		BUDGET 2022
	VOTE	PROJET LFR 2021	PROJET LF 2022
1. Recettes courantes	9 374 518 327 463 FC	10 736 827 809 013 FC	13 417 865 307 309 FC
- DGDA	2 606 726 552 756 FC	2 997 735 535 669 FC	3 900 135 477 886 FC
- DGI	4 752 389 126 602 FC	5 670 445 854 480 FC	6 881 487 873 447 FC
- DGRAD	1 697 194 757 740 FC	1 803 800 000 000 FC	2 241 286 836 175 FC
- Pétroliers	318 207 890 365 FC	264 846 418 864 FC	394 955 119 801 FC
2. TVA remboursable	467 617 028 514 FC	175 425 734 626 FC	263 465 766 225 FC
- DGDA	163 958 255 472 FC	54 652 751 824 FC	94 350 489 621 FC
- DGI	303 658 773 042 FC	120 772 982 802 FC	169 115 276 604 FC
3. Recettes courantes après déduction TVA	8 906 901 298 949 FC	10 561 402 074 387 FC	13 154 399 541 084 FC
- DGDA	2 442 768 297 284 FC	2 943 082 783 845 FC	3 805 784 988 265 FC
- DGI	4 448 730 353 561 FC	5 549 672 871 678 FC	6 712 372 596 843 FC
- DGRAD	1 697 194 757 740 FC	1 803 800 000 000 FC	2 241 286 836 175 FC
- Pétroliers	318 207 890 365 FC	264 846 418 864 FC	394 955 119 801 FC
4. Rétrocession Régies	514 294 408 316 FC	605 017 782 776 FC	750 036 562 873 FC
- DGDA	122 138 414 864 FC	147 154 139 192 FC	190 289 249 413 FC
- DGI	222 436 517 678 FC	277 483 643 584 FC	335 618 629 842 FC
- DGRAD	169 719 475 774 FC	180 380 000 000 FC	224 128 683 618 FC
5. Recettes Courantes - Rétro Régies	8 392 606 890 633 FC	9 956 384 291 611 FC	12 404 362 978 211 FC
- DGDA	2 320 629 882 420 FC	2 795 928 644 653 FC	3 615 495 738 852 FC
- DGI	4 226 293 835 882 FC	5 272 189 228 094 FC	6 376 753 967 001 FC
- DGRAD	1 527 475 281 966 FC	1 623 420 000 000 FC	2 017 158 152 558 FC
- Pétroliers	318 207 890 365 FC	264 846 418 864 FC	394 955 119 801 FC
6. Dette Publique, Frais financiers et Redevances minières	1 524 046 999 015 FC	1 775 767 329 325 FC	2 226 240 284 024 FC
- Dette Publique & Frais financiers	914 714 113 538 FC	1 040 967 329 325 FC	1 217 236 657 912 FC
- 50% Redevances minières	609 332 885 477 FC	734 800 000 000 FC	1 009 003 626 112 FC
7. Recettes Courantes après déduction Dette publique & Frais financiers	6 868 559 891 618 FC	8 915 416 962 286 FC	10 178 122 694 187 FC
- DGDA	2 015 725 177 907 FC	2 448 939 534 878 FC	3 209 750 186 214 FC
- DGI	3 921 389 131 370 FC	4 925 200 118 319 FC	5 971 008 414 364 FC
- DGRAD	613 237 691 976 FC	1 276 430 890 225 FC	602 408 973 808 FC
- Pétroliers	318 207 890 365 FC	264 846 418 864 FC	394 955 119 801 FC
8. Transfert (40%)	2 747 423 956 647 FC	3 566 166 784 914 FC	4 071 249 077 675 FC
- DGDA	806 290 071 163 FC	979 575 813 951 FC	1 283 900 074 486 FC
- DGI	1 568 555 652 548 FC	1 970 080 047 328 FC	2 388 403 365 746 FC
- DGRAD	245 295 076 791 FC	510 572 356 090 FC	240 963 589 523 FC
- Pétroliers	127 283 156 146 FC	105 938 567 546 FC	157 982 047 920 FC
9. Répartition Transfert Provinces	2 747 423 956 647 FC	3 566 166 784 914 FC	4 071 249 077 675 FC
- Rémunérations	1 945 711 515 662 FC	1 997 053 399 552 FC	2 302 036 955 828 FC
- Fonctionnement	351 000 000 000 FC	392 278 346 341 FC	447 837 398 544 FC
- Investissement	450 712 440 985 FC	1 176 835 039 022 FC	1 321 374 723 302 FC
11. Fonds de péréquation (10% Recettes courantes après déduction)	686 855 989 162 FC	891 541 696 229 FC	1 017 812 269 419 FC
- dont 50% pour la couverture des charges non transférées en provinces	343 427 994 581 FC	445 770 848 114 FC	
- et 50% pour le compte des provinces	343 427 994 581 FC	445 770 848 114 FC	
12. Reste à répartir (Pouvoir central)	3 434 279 945 809 FC	4 457 708 481 143 FC	5 089 061 347 093 FC

TABLEAU N° 5 : ETAT DE L'EQUILIBRE FINANCIER ET BUDGETAIRE / PROJET DE LOI DE FINANCES 2022 (En FC)

N°	SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET 2021		BUDGET 2022	RUBRIQUES À FINANCER	BUDGET 2021		BUDGET 2022
		VOTE	PROJET LFR	PROJET LF		VOTE	PROJET LFR	PROJET LF
A	POUVOIR CENTRAL	13 555 177 070 944	15 331 381 676 484	19 070 308 144 080		13 555 177 070 944	15 331 381 676 484	19 070 308 144 080
1	Ressources Propres	10 898 215 327 463	12 808 243 059 013	14 731 604 307 309	Dépenses sur Ressources Propres	10 898 215 327 463	12 808 243 059 013	14 731 604 307 309
1.1.	Ressources propres affectées à la consommation et aux investissements	8 150 791 370 816	9 242 076 274 099	10 660 355 229 634	Dépenses du Pouvoir central	7 807 363 376 235	8 796 305 425 984	9 642 542 960 216
1.1.1.	Recettes courantes après retenue de 40%	6 627 094 370 816	7 170 661 024 099	9 346 616 229 634	Dépenses courantes	6 780 344 940 228	7 356 673 549 271	8 223 281 539 296
1.1.2.	Recettes exceptionnelles	252 000 000 000	150 000 000 000	0	- Dette Intérieure	231 065 333 764	359 852 169 600	302 627 575 168
1.1.3.	Dons budgétaires	946 018 500 000	918 065 250 000	624 755 880 000	- Dette et frais financiers extérieurs	532 999 861 556	529 810 524 000	727 498 414 566
1.1.4.	Ressources Allègements IADM	0	0	0	- Frais Financiers intérieurs	150 648 918 218	151 304 635 725	187 110 668 178
1.1.5.	Emprunt Programme	325 678 500 000	1 003 350 000 000	688 983 120 000	- Rémunérations	3 247 545 549 526	3 287 500 538 770	3 487 052 630 877
					- Fonctionnement des Institutions	589 097 176 560	796 596 000 000	873 076 150 339
					- Fonctionnement des Ministères	633 300 000 000	854 955 000 000	880 773 618 035
					- Financement des réformes	23 101 700 000	30 000 000 000	33 000 000 000
					- Subvention aux Services Déconcentrés	17 500 000 000	17 500 000 000	22 750 000 000
					- Dépenses Communes	172 952 410 324	172 952 410 324	241 130 066 582
					- Rétrocession aux Régies Financières	514 294 408 316	605 017 782 776	750 036 562 873
					- Interventions Économiques	124 700 000 000	297 236 200 000	358 617 154 295
					- Fonctionnement des Organismes Auxiliaires	38 301 035 000	38 301 035 000	40 662 932 158
					- Fonctionnement des Services ex-BPO	24 000 000 000	24 000 000 000	25 480 000 000
					- Bourses d'études	8 221 518 450	11 221 518 450	15 000 000 000
					- TVA Remboursable	467 617 028 514	175 425 734 626	263 465 766 225
					- Mise à la retraite	5 000 000 000	5 000 000 000	15 000 000 000
					Dépenses d'investissement et exceptionnelles	1 027 018 436 007	1 439 631 876 714	1 419 261 420 919
					- Projets invest. Ress. Propres	752 218 436 007	1 019 631 876 714	392 757 565 875
					- Contrepartie des projets	68 000 000 000	110 000 000 000	111 503 855 044
					- Dépenses Except. sur Ressources Propres	206 800 000 000	310 000 000 000	915 000 000 000
1.2.	Retenue de 40%	2 747 423 956 647	3 566 166 784 914	4 071 249 077 675	Transfert aux Provinces et ETD (40%)	3 090 851 951 228	4 011 937 633 029	5 089 061 347 093
					- Rémunérations	1 945 711 515 662	1 997 053 399 552	2 302 036 955 828
					- Fonctionnement	351 000 000 000	392 278 346 341	447 837 398 544
					- Investissement Provinces	450 712 440 985	1 176 835 039 022	1 321 374 723 302
					- Fonds de péréquation	343 427 994 581	445 770 848 114	1 017 812 269 419
2	Ressources Extérieures	2 656 961 743 481	2 523 138 617 471	4 338 703 836 771	Dépenses financées sur Allocation DTS	0	0	1 564 376 000 000
2.1.	Allocation DTS	0	0	1 564 376 000 000	Dépenses financées sur Allocation DTS			1 564 376 000 000
					- Projets invest. Ress. Propres	0	0	1 564 376 000 000
					- Dépenses Except. sur Ressources Propres	0	0	
					- Fonctionnement	0	0	
2.2.	Recettes extérieures de financement des investissements	2 656 961 743 481	2 523 138 617 471	2 774 327 836 771	Dépenses sur Ress. de financement des invest.	2 656 961 743 481	2 523 138 617 471	2 774 327 836 771
					- Invest. Ress. Extérieures / Autres bailleurs	2 656 961 743 481	2 523 138 617 471	2 774 327 836 771
					- Dépenses Except. sur Ressources Extérieures	0	0	0
C	BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	397 639 326 487	409 966 145 608	BUDGETS ANNEXES	362 790 025 104	397 639 326 487	409 966 145 608
D	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	892 557 305 872	1 249 831 059 000	COMPTES SPECIAUX	702 557 084 826	892 557 305 872	1 249 831 059 000
	Total général	14 620 524 180 874	16 621 578 308 843	20 730 105 348 688		14 620 524 180 874	16 621 578 308 843	20 730 105 348 688
	Solde					0	0	0